



Alliance Agroforesterie de Madagascar

***REVUE DE LA POLITIQUE NATIONALE RELATIVE A
L'AGROFORESTERIE***

***Pour le compte du projet « The Full Circle
Initiative » ou Initiative Mirohy***

Etude réalisée par :

RAKOTOFIRINGA Arisoa Sabrina, Ingénieur Agronome

NOHARINJANAHARY Edson Samuël, Ingénieur Agronome



Consulting

MADAGROFORESTERIE

Au-delà de l'agroforesterie. C'est la révolution.

Tel : +261 34 79 579 75

E-mail : nedsmel21@gmail.com

Version finale, Mai 2026

Table des matières

Table des matières

1	LISTE DES FIGURES	1
2	LISTE DES TABLEAUX	1
3	RESUME EXECUTIF	2
1	CONTEXTE DE L'ETUDE	5
1.1	Contexte général.....	5
1.2	Objectifs de l'étude.....	6
1.3	Approche méthodologique adoptée durant la conduite de l'étude.....	6
1.3.1	Revue documentaire et analyse des cadres institutionnels, politiques et législatifs	6
1.3.2	Consultation des parties prenantes et collecte de données de terrain	7
1.3.3	Capitalisation des cadrages politiques et pratiques agroforestières existantes	11
1.3.4	Cartographie et analyse des parties prenantes	12
1.4	Limite de l'étude	13
2	RESULTATS CLES DE L'ETUDE	15
2.1	Etat des lieux des pratiques agroforestières à Madagascar.....	15
2.1.1	Concepts de l'agroforesterie.....	15
2.1.2	Historique de l'agroforesterie à Madagascar	16
2.1.3	Différents types de pratique agroforestière existante à Madagascar	17
2.2.	Analyse du cadrage politique de l'agroforesterie	18
2.2.1.	Revue des expériences internationales en matière de politique d'agroforesterie	18
2.2.2.	Focus sur les politiques, stratégies et législations en matière de l'agroforesterie à Madagascar	25
2.3.	Analyse des parties prenantes impliquées dans l'élaboration et mise en œuvre de la politique agroforestière	37
2.3.1.	Caractérisation des acteurs de l'Agroforesterie	37
2.3.2.	Elaboration de cartographie des acteurs	42
2.3.3.	Analyse des interactions entre les parties prenantes.....	47
3.	RECOMMANDATIONS DANS L'AMÉLIORATION / CRÉATION DE LA POLITIQUE AGROFORESTIÈRE	49
3.1	Mise en place d'un cadre politique/stratégique national multisectoriel favorable pour la promotion de l'agroforesterie : stratégie nationale de l'agroforesterie.....	49

3.2.	Mise en place d'incitations économiques et financières adaptées et de fonds national sur l'agroforesterie	52
3.3.	Mise en place d'une structure la coordination intersectorielle au niveau national, régional et local.....	53
3.4.	Renforcement des actions d'information, d'éducation et de communication de l'agroforesterie à l'échelle nationale, régionale et locale	53
3.5.	Vers la réglementation de l'exploitation et la commercialisation des produits agroforestiers.....	54
3.6.	Renforcement de l'inclusion sociale, du genre et de la jeunesse	54
3.7.	Processus continu de plaidoyer à l'intégration de l'agroforesterie dans les politiques sectorielles existantes	55
4	CONCLUSION	56
5	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	58
6	ANNEXES	1
6.1	ANNEXE 1 : Policy brief/ Note politique publique	1
6.2	ANNEXE 2 : Outils de collecte d'information utilisées durant l'étude	i
6.2.1	Liste des parties prenantes consultées durant la réalisation de l'étude	i
6.2.2	Guide d'entretien semi-directif – Analyse de la politique agroforestière à Madagascar	ii
6.2.3	Guide de focus group participatif.....	iv
6.2.4	Questionnaire en ligne sur Googleform	iv
6.2.5	Documentation de la réunion thématique avec les membres de l'Alliance Agroforesterie de Madagascar	viii

1 LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Comparaison des objectifs et finalités de la pratique agroforesterie selon le type d'acteur dans les quatre écorégions.

Figure 2 : Caractéristique des interventions des acteurs en agroforesterie par écorégion.

Figure 3 : Caractéristique de la collaboration inter-acteur dans chaque écorégion dans la promotion de l'agroforesterie.

Figure 4 : Cartographie des acteurs dans l'écorégion forêt humide de l'Est.

Figure 5 : Cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion subhumide du Centre.

Figure 6 : Cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion forêt sèche de l'Ouest.

Figure 7 : Cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion forêt épineuse du Sud.

Figure 8 : Plan des influences et dépendances entre acteurs.

2 LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractérisation des pratiques agroforestières existantes à Madagascar.

Tableau 2 : Analyse comparative des cadres politiques et stratégiques au niveau international.

Tableau 3 : Intégration sectorielle de l'agroforesterie.

3 RESUME EXECUTIF

L'agroforesterie constitue aujourd'hui une approche stratégique pour répondre simultanément aux défis de la dégradation des ressources naturelles, de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité au changement climatique à Madagascar. En tant qu'acteur travaillant dans la recherche appliquée, le Laboratoire des Recherches Appliquées (LRA) a mis en œuvre le projet intitulé « Initiative Mirohy ou *The Full Circle Initiative* » qui vise à réduire la déforestation dans la zone de transition autour du Parc national Masoala, par l'intégration de la pratique agroforesterie dans le système de production de la communauté locale.

Dans le but de mettre en échelle cette innovation, le LRA et l'Alliance Agroforestière de Madagascar s'alignent pour réaliser l'analyse du cadre politique et institutionnel relatif à l'agroforesterie à Madagascar afin d'identifier les opportunités, les contraintes et les leviers permettant de renforcer l'intégration de cette approche dans les politiques publiques et les stratégies de développement rurale. L'objectif principal de l'étude est d'évaluer la cohérence, les lacunes et les perspectives d'amélioration du cadre politique relatif à l'agroforesterie. Plus spécifiquement, l'étude vise à :

- Etablir un état des lieux des pratiques agroforestières à Madagascar ;
- Analyser les politiques, stratégies et dispositifs institutionnels en lien avec l'agroforesterie ;
- Examiner les dynamiques des acteurs impliqués dans la promotion de ces pratiques, et ;
- Formuler des recommandations visant à améliorer ou structurer un cadre politique favorable au développement de l'agroforesterie.

La méthodologie adoptée repose sur une approche qualitative et participative. Elle combine une revue documentaire des cadres institutionnels, politiques et législatifs existants avec des consultations de parties prenantes et des observations de terrain. Les consultations ont été réalisées à travers plusieurs méthodes dont, (i), des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs clés tels que les décideurs publics, les experts, les organisations non gouvernementales, les organisations paysannes et les partenaires techniques et financiers ; (ii) des groupes de discussion avec les communautés rurales afin de recueillir leurs perceptions, expériences et besoins en matière d'agroforesterie ; et (iii) des ateliers de consultation (interne avec les membres de l'Alliance agroforestière et externe avec les décideurs politiques sous forme de plaidoyer). Cette démarche a été complétée par la capitalisation des pratiques agroforestières existantes, l'analyse comparative des expériences internationales et l'identification des dynamiques d'acteurs à travers des outils d'analyse stratégique, notamment la matrice MACTOR.

Les résultats de l'étude mettent en évidence l'existence d'une grande diversité de pratiques agroforestières à Madagascar. L'agroforesterie est définie comme un système de production intégrant les arbres, les cultures et parfois l'élevage au sein d'un même système de gestion des terres, afin de favoriser les interactions écologiques et d'améliorer la durabilité des systèmes agricoles. Cette approche contribue à la diversification des productions, à la protection des sols, à la conservation de la biodiversité et à la régulation des microclimats. Les pratiques agroforestières observées à Madagascar varient selon les contextes agroécologiques et les objectifs de production, notamment la restauration des paysages

forestiers, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la génération de revenus et la résilience face au changement climatique.

L'analyse du cadrage politique révèle que l'agroforesterie est mentionnée dans plusieurs politiques et stratégies nationales liées à la foresterie, au climat et à la conservation de la biodiversité. Ces cadres reconnaissent l'agroforesterie comme un outil de restauration des paysages, de séquestration du carbone et d'adaptation au changement climatique. Toutefois, l'étude met en évidence l'absence d'un cadre politique national spécifique dédié à l'agroforesterie. Cette situation se traduit par une faible coordination entre les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'environnement, ainsi que par une fragmentation des interventions. Par ailleurs, certaines incohérences persistent au niveau des dispositifs réglementaires, notamment en ce qui concerne le statut juridique des arbres en milieu agricole, l'accès aux mécanismes de financement, l'objectif d'intervention par secteur, et la sécurisation foncière de la parcelle de production.

L'étude souligne également l'importance de la diversité des acteurs impliqués dans la promotion de l'agroforesterie à Madagascar. Les interventions sont portées par une pluralité d'acteurs comprenant les institutions publiques, les organisations non gouvernementales, les organisations paysannes, les centres de recherche et de formation, le secteur privé ainsi que les partenaires techniques et financiers. Les objectifs poursuivis varient selon les contextes régionaux et institutionnels, allant de la restauration des paysages forestiers à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au développement de chaînes de valeur agroforestières. Toutefois, l'analyse met en évidence une coordination encore limitée entre ces acteurs, ce qui peut entraîner des chevauchements d'initiatives, une dispersion des ressources et une faible capitalisation des expériences.

L'analyse comparative des expériences internationales montre que plusieurs pays ont mis en place des cadres politiques ou stratégiques visant à promouvoir l'agroforesterie à grande échelle. Ces expériences illustrent l'importance d'une reconnaissance institutionnelle claire de l'agroforesterie, d'une coordination intersectorielle effective et de mécanismes d'appui technique et financier adaptés aux producteurs. Elles mettent également en évidence différentes options de gouvernance, allant de l'adoption d'une politique nationale spécifique à l'intégration progressive de l'agroforesterie dans les politiques sectorielles existantes.

Au regard de ces constats, l'étude propose plusieurs orientations stratégiques pour renforcer le développement de l'agroforesterie à Madagascar. Ces recommandations portent notamment sur la mise en place d'un cadre politique national structurant ou d'une stratégie intersectorielle dédiée à l'agroforesterie. Il est également recommandé de renforcer la gouvernance et la coordination institutionnelle entre les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'environnement. L'intégration explicite de l'agroforesterie dans les politiques agricoles, foncières et climatiques apparaît également nécessaire afin d'assurer une meilleure cohérence des interventions.

Par ailleurs, le développement de mécanismes économiques et financiers adaptés constitue un levier essentiel pour soutenir l'adoption et la diffusion des pratiques agroforestières. Cela se traduit par la nécessité de la mise en place du Fonds national d'agroforesterie qui mobilisera notamment le financement lié au climat et à la restauration des paysages, le mécanisme de paiement pour services écosystémiques et les dispositifs de crédit agricole. L'étude souligne également l'importance du renforcement des capacités techniques des producteurs, de la

valorisation des savoirs locaux et de la promotion de dispositifs d'apprentissage par la démonstration à travers des sites de proximité.

En conclusion, l'agroforesterie représente un levier majeur pour promouvoir des systèmes agricoles durables et résilients à Madagascar. Toutefois, la mise à l'échelle de ces pratiques nécessite un cadre politique cohérent, une coordination institutionnelle renforcée et des mécanismes d'appui adaptés aux réalités des producteurs. Le renforcement de la gouvernance de l'agroforesterie constitue ainsi une condition essentielle pour maximiser les contributions de cette approche à la sécurité alimentaire, à la restauration des paysages et à la conservation de la biodiversité.

Mots clés : Agroforesterie, cadrage politique, alliance agroforesterie de Madagascar, système de production durable

1 CONTEXTE DE L'ETUDE

1.1 Contexte général

Le présent rapport a été élaboré dans le cadre de la collaboration entre The Full Circle Initiative (Initiative Mirohy) du *Laboratoire des Recherches Appliquées*, et l'Alliance de l'Agroforesterie de Madagascar (AAM).

Ces deux entités partagent une vision commune « ***promouvoir l'agroforesterie comme levier d'équilibre entre la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources naturelles et le développement socio-économique des communautés locales*** ».

L'Initiative Mirohy s'inscrit dans une approche de recherche appliquée axée sur l'innovation et la cohabitation harmonieuse entre la nature et les populations. Bien que certaines expériences de terrain soient conduites dans des zones spécifiques, notamment dans le Nord-Est de Madagascar, cette mission adopte une perspective nationale afin de refléter la diversité écologique et socio-économique du pays.

Ainsi, la vision sur la promotion de l'Agroforesterie couvre les principales écorégions malgaches, qui présentent des réalités agroforestières distinctes :

- Les forêts humides de l'Est (Analanjirifo, SAVA, Atsinanana, Atsimo atsinanana, Ambatsoa, DIANA), où l'agroforesterie orientée sur les cultures de rentes (agroforesterie cacaoyère, giroflière et caféière) domine la zone de transition forêt-agriculture ;
- Les hauts plateaux (Analamanga, Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Itasy, Bongolava, haute matsiatra), où l'agroforesterie de subsistance, les haies vives et les systèmes sylvopastoraux se développent ;
- Les zones sèches de l'Ouest et du Sud (Ihorombe, Androy, Anosy, Menabe, Atsimo-Andrefana, Boeny), caractérisées par des systèmes agroforestiers adaptés à la rareté de ressource en eau et aux cultures vivrières et énergétiques.

À l'échelle internationale, plusieurs pays présentant des contextes agroécologiques et socio-économiques comparables à Madagascar, notamment en Afrique et en Asie, ont déjà élaboré des politiques ou stratégies nationales dédiées à l'agroforesterie (ex. Inde, Rwanda, Kenya). Ces expériences montrent que l'agroforesterie peut être institutionnalisée comme un levier structurant des politiques agricoles, forestières et climatiques, et constituent des sources d'inspiration pertinentes pour le contexte malgache.

Ainsi, l'existence de ces différentes initiatives locales, voire internationales, met en exergue l'importance de la mise en place d'un cadrage politique relatif à l'agroforesterie. Il doit être cohérent et intégré, qui permettra de mettre en lumière les dynamiques locales, accompagner les parties prenantes dans la recherche des solutions face aux contraintes et défis, et d'optimiser les opportunités propres à chaque écorégion.

1.2 Objectifs de l'étude

L'étude porte sur la réalisation d'une analyse approfondie des politiques nationales relatives à l'agroforesterie à Madagascar afin d'identifier les opportunités d'amélioration et d'optimisation. D'une manière spécifique, elle s'oriente sur :

- La conduite de revue documentaire exhaustive des politiques, des stratégies et cadres législatifs existants.
- L'analyse de l'application des politiques aux niveaux national et local, en mettant en évidence les liens entre les différents secteurs (gouvernance foncière, bois énergie, chaînes de valeur, etc.).
- La réalisation de l'analyse des parties prenantes impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agroforestières.
- L'identification des lacunes, contradictions et contraintes dans les cadres politiques actuels ; et
- La proposition des recommandations réalistes intégrant les dimensions socio-économiques et environnementales (bien être humain, dynamique des jeunes et l'aspect genre ...) permettant d'améliorer les politiques.

1.3 Approche méthodologique adoptée durant la conduite de l'étude

1.3.1 Revue documentaire et analyse des cadres institutionnels, politiques et législatifs

La revue documentaire ainsi que l'analyse des cadre politiques se focalisent sur :

- Identification des politiques sectorielles connexes (agriculture, forêt, environnement, foncier, changement climatique) pour analyser les cohérences et contradictions avec la politique agroforestière.
- Recensement des politiques, stratégies, lois et règlements pertinents en lien avec l'agroforesterie, à l'échelle nationale et régionale dont la liste est définie dans la référence bibliographique.
- Revue ciblée de la littérature académique, en particulier les travaux de recherche de l'ESSA (FCI, LRA, mention foresterie) et d'autres institutions universitaires nationales, voir aussi internationale pour enrichissement, notamment les articles scientifiques et les mémoires/thèses de fin d'étude en relation avec la thématique d'étude. La liste des documents consultés se trouvent dans la partie 5 : références bibliographiques.
- Établissement d'un cadre d'analyse stratégique permettant d'évaluer la légitimité, la clarté et la complémentarité des documents politiques relatif à l'agroforesterie. La matrice ci-dessous représente ce cadre d'analyse sous l'outil Excel :

Identité du document (Titre, Auteur, Date)	Contenus clés de documents liés à la politique /pratique agroforestière					Parties prenantes impliquée dans la politique agroforestière			
	Description en lien avec la politique agroforestière	Forces	Faiblesses /Lacunes	Opportunités	Menaces	Acteurs clés	Intérêts	Responsabilités	Caractéristique d'influence

Tableau 1: Matrice d'analyse des documents politiques

1.3.2 Consultation des parties prenantes et collecte de données de terrain

Les méthodes suivantes étaient adoptées durant le processus de consultation permettant d'obtenir les informations pertinentes, fiables et représentatives :

- **Sélection stratégique des parties prenantes à consulter** sur la base de la cartographie des acteurs, en veillant à une représentation équilibrée (niveau national, régional, local ainsi que de diversité de profils : institutions publiques, ONG, OP, secteur privé, chercheurs, etc.). La liste des parties prenantes consultées se trouve dans l'annexe 2.
- Mise en œuvre de **22 entretiens bilatéraux semi-directifs** avec des acteurs clés au niveau national, régional et local (décideurs politiques, techniciens, experts, porteurs de projet), à l'aide du guide d'entretien structuré se trouvant dans l'annexe 2.
- Réalisation de **02 focus groups participatifs** auprès des membres de coopérative se trouvant respectivement à Narovana Caroline/Vatomandry (Région Atsinanana) et Sahanivotry/Antsirabe (Région Vakinankaratra) pour recueillir les perceptions, expériences, besoins et propositions, le guide du focus group se trouve dans l'annexe 2.
- **Collecte d'informations en ligne via l'outil google form** auprès des membres de l'Alliance Agroforesterie de Madagascar, permettant d'obtenir des retours auprès de 09 membres.
- **Réalisation d'une réunion thématique** avec les membres de l'Alliance agroforesterie de Madagascar, qui s'est tenue le 25 novembre 2025 auprès du local du CRS à Ampasanimalo. La documentation ainsi que la fiche de présence se trouvent dans l'annexe 2
- **Réalisation de 05 visites de terrain dans des zones agroforestières représentatives** notamment dans l'écorégion de la forêt humide de l'Est (Vatomandry), Ecorégion forêt sèche de l'Ouest (Kiboy, Lambokely), Ecorégion de la forêt subhumide du centre (Ibity, Sahanivotry et Andranobe), intégrant des observations directes, des échanges informels et la documentation de cas concrets (bonnes pratiques, blocages, innovations locales).



Photo 01 : Focus group auprès de la Coopérative FAHAZOTOANA dans la Commune Narovana Caroline (Région Atsinanana). Source : SR Consulting

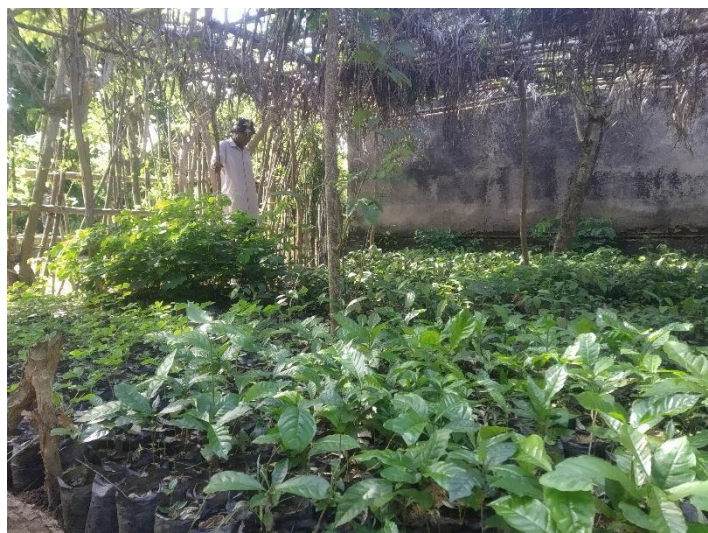


Photo 02: Pépinière de la Coopérative FAHAZOTOANA, Commune Narovana Caroline. Source : SR Consulting



Photo 03 : Focus group avec la Coopérative TELOMIRAY, Commune Saharivotry. Source : SR Consulting



Photo 04: Site d'agroforesterie à Sahanivotry, Vakinankaratra. Source : SR Consulting

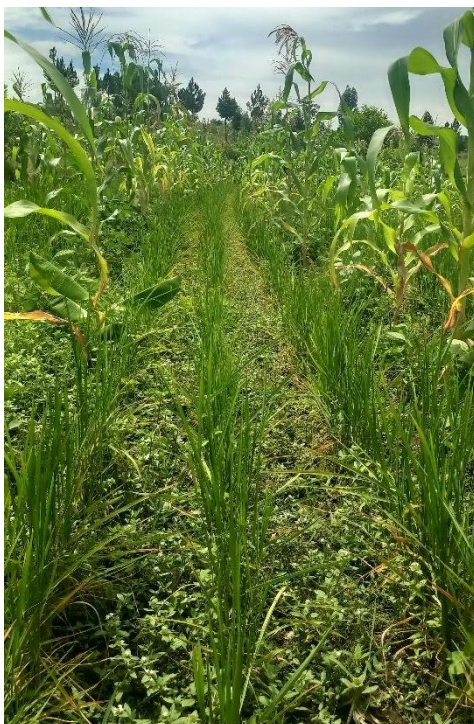


Photo 05 : Site agroforesterie dans une parcelle agricole à Andranobe (CEFFEL), Région Vakinankaratra.
Source : SR Consulting



Photo 06 : Aménagement de site d'agroforesterie par Durrell à Menabe. Source SR Consulting

- **Conduite d'un Atelier d'échange à haut niveau** regroupant les acteurs clés et les décideurs de chaque secteur concerné par la thématique, notamment le ministère en charge de l'environnement et du développement durable, le ministère en charge de l'Agriculture, le ministère en charge de l'aménagement de territoire, les OSC, projets et programme actifs dans la diffusion des pratiques agroforestières à Madagascar. L'atelier s'est déroulé le 27 janvier 2026 au Radisson Blue et était focus sur la présentation de l'étude favorisant la considération de l'agroforesterie vers un cadre politique cohérent, inclusif et opérationnel.



*Photo 07 : Photo de groupe lors de l'atelier d'échange à haut niveau, 27 janvier 2026 au Radisson Blue.
Source : FCI Mirohy*

1.3.3 Capitalisation des cadrages politiques et pratiques agroforestières existantes

L'approche concerne au :

- Recensement et documentation des pratiques agroforestières actuelles ainsi que les documents de cadrage utilisés par les vulgarisateurs à travers des initiatives de terrain et des projets en cours (en lien avec l'intervention du FCI, de l'Alliance pour l'Agroforesterie, ONG, collectivités).
- Typologie et caractérisation des systèmes agroforestiers selon les zones écologiques, les systèmes de production et les objectifs (conservation, production, résilience climatique, etc.).
- Mise en valeur des savoirs locaux, innovations et approches spécifiques telles que l'agroforesterie dynamique, l'agroécologie, les blocs agroécologiques dans le Sud, etc.

Cette capitalisation inclut également une analyse comparative des cadres politiques internationaux, en particulier dans des pays présentant des contextes similaires à Madagascar, afin d'identifier des modèles de gouvernance et des instruments politiques transférables ou adaptables.

1.3.4 Cartographie et analyse des parties prenantes

L'étape suivante a été réalisée :

- **Identification et classification des acteurs clés** impliqués ou affectés par la pratique agroforestière tout en mettant en exergue les acteurs impliqués ou doivent être impliqués dans la politique agroforestière : administrations publiques, ONG, organisations paysannes, secteur privé, centre de recherche/de formation, universités, partenaire technique et financier (PTF) ou bailleurs, communautés locales.
- **Analyse des influences et dépendances entre acteurs** : Élaboration d'une matrice d'influence dépendance appelé MID à travers l'outil MACTOR (*Méthode ACTeurs, Objectifs, Rapports de force*) pour analyser le poids institutionnel, le rapport de force et l'engagement de chaque acteur dans le processus agroforestier. Cette matrice sert à développer le graphe d'influence/dépendance des acteurs à travers le logiciel, qui catégorise les acteurs en acteurs dominants ou dominés, acteurs relais ou hors-jeu.

Ci-après le modèle de la matrice MID (Matrice influence dépendance) :

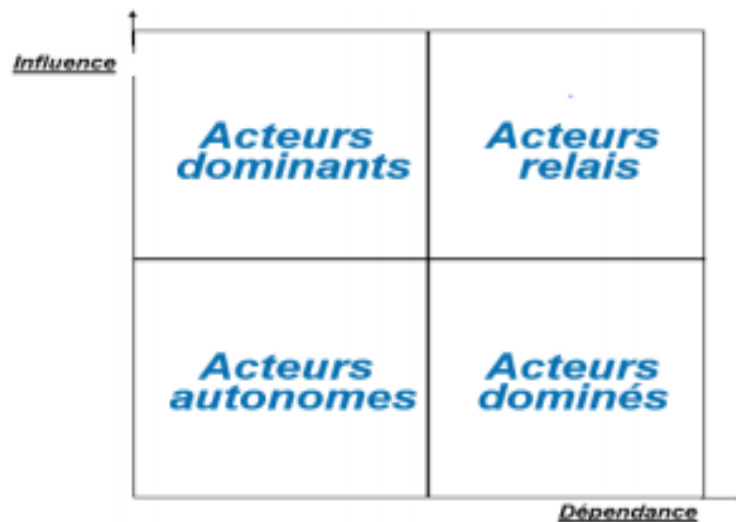
	Acteur a	Acteur b	Acteur c	...	Acteur z
Acteur a					
Acteur b			n		
Acteur c					
...					
Acteur z					

Dont « n » définit l'influence de l'acteur b (ligne) sur l'acteur c (Colonne) et peut varier de 1 0 à 4 :

- 4: l'acteur b peut remettre en cause l'acteur c dans son existence/ est indispensable à son existence
- : l'acteur b peut remettre en cause l'accomplissement des missions de l'acteur c / est indispensable

- : l'acteur b peut remettre en cause la réussite des projets de l'acteur c / est indispensable
- 1 : l'acteur b peut remettre en cause de façon limitée dans le temps et dans l'espace les processus opératoires de gestion de l'acteur c/ est indispensable -
- 0 : l'acteur b a peu d'influence sur l'acteur c – pas d'influence

La graphe d'influence/dépendance des acteurs est présentée comme suite :



- Analyse des synergies, conflits potentiels, lacunes de coordination et besoins de renforcement des capacités pour une gouvernance plus inclusive et efficace.
- Élaboration de la cartographie des acteurs sur la base de la graphe d'influence/dépendance pour orienter les actions de consultation et alimenter l'analyse stratégique.

1.4 Limite de l'étude

L'approche méthodologique prévue adoptée au départ visant à la consultation des parties prenantes au niveau des 05 écorégions a été ajustée dans le but d'optimiser les données collectées. Certaines zones comme la zone du Sud n'a pas fait l'objet d'une descente sur terrain grâce à l'existence des données fiables sur les expériences du Sud auprès des parties prenantes consultés comme la GSDM, l'Association Tinone, la CTAS et la GIZ. Ces données peuvent être issues d'une expérience spécifique dans une zone donnée et sa représentativité peut induire à de limite à la tendance locale dans cette zone.

De plus, l'élaboration de la matrice MID dans le logiciel MACTOR exige l'organisation d'un atelier acteur regroupant toutes les parties prenantes impliquées dans la thématique d'étude. Par faute de la dispersion de ces acteurs à travers le territoire national , la ressource à la disposition ne permet pas d'organiser des ateliers à travers les écorégions ciblées par l'étude, qui peut limiter les interprétations de cette méthode. L'auteur de l'étude a valorisé la représentation en termes de diversité d'acteur au sein de l'Alliance Agroforestière de

Madagascar, même si l'accès de tous les acteurs intervenant dans l'Agroforesterie reste encore limité.

Enfin, l'objet de l'étude concerne l'analyse approfondie de la politique relative à l'agroforesterie alors que Madagascar ne dispose pas de politique dédiée . En effet, la méthodologie a été adaptée en orientant les analyses vers les politiques connexes à l'agroforesterie (agriculture, foresterie, climat).

2 RESULTATS CLES DE L'ETUDE

2.1 Etat des lieux des pratiques agroforestières à Madagascar

2.1.1 Concepts de l'agroforesterie

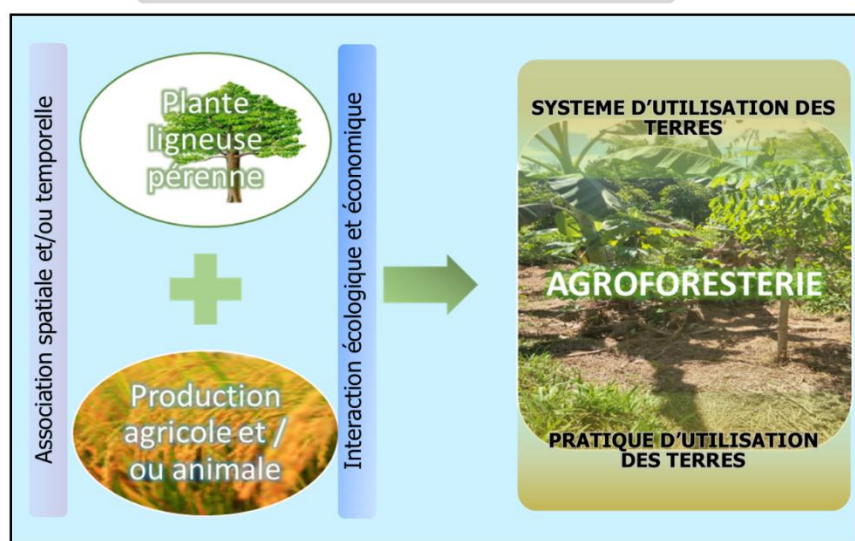
L'agroforesterie est une des principes clés de l'agroécologie (GSDM et CIRAD, 2014) reposant sur l'intensification des processus naturels des écosystèmes afin de permettre la création des interactions et des synergies entre les différentes composantes de l'agro-écosystème (RAHARISON et *al.*, 2016). Selon Emmanuel Torquebiau (2022) et ICRAF (2022), l'agroforesterie est un **système agricole intégrant les arbres, les cultures et souvent l'élevage dans une même parcelle ou dans un cycle temporel**, afin de maximiser les synergies entre ces différentes composantes en termes des bénéfices environnementaux, économiques et sociaux mutuels. Cette **agriculture du mélange** favorise des productions diversifiées et durables tout en assurant la protection des sols, la conservation de la biodiversité et la régulation microclimatique.

D'une part, l'agroforesterie est considérée, par la **FAO (2023, 2025)**, comme **une approche d'utilisation durable des terres** permettant d'accroître la productivité globale et la résilience des exploitations tout en contribuant à la séquestration du carbone et à la restauration des écosystèmes. Et d'autre part, elle peut être considérée comme **un instrument de transition agroécologique**, reliant la production agricole à la gestion durable des ressources naturelles et à la résilience des paysages (**ICRAF-CIFOR, 2022 ; Torquebiau & Penot, 2019 ; RAHARISON, 2024**). Ces systèmes favorisent des interactions écologiques et socio-économiques, car ils peuvent à la fois diversifier la production, soutenir la sécurité alimentaire, accroître les revenus des petits exploitants et améliorer la résilience face aux chocs climatiques (**FAO, 2025 ; CIRAD, 2022**).

À Madagascar, cette définition se traduit par une diversité de pratiques locales adaptées aux contextes écologiques et socio-économiques : associations d'arbres fruitiers et de cultures vivrières, systèmes d'ombrage pour les vanilliers ou les caféiers, haies vives, ou encore intégration d'espèces forestières dans les zones de tavy converties. Ces pratiques répondent à des objectifs multiples : production, conservation, restauration et adaptation au changement climatique, qui font de l'agroforesterie un pilier potentiel du développement durable. Néanmoins, le manque de suivi et de contrôle sur l'intensification de cette pratique dans l'écorégion des forêts humides de l'Est peut présenter de menace sur la conservation de forêt naturelle à cause de l'extension de la pratique dans la zone forestière de conservation, comme le cas de la culture de Vanille dans la partie Nord-Est de Madagascar, et/ou la pratique de déforestation pour la culture de Girofle et de cannelle. Cette situation représente l'enjeu environnemental de la pratique.

En bref, l'Agroforesterie est à la fois une approche, un système agricole, un instrument de transition agroécologique et une pratique d'utilisation de terre, permettant d'optimiser la production tout en respectant et durabilisant les ressources naturelles et leur service écosystémique respectif.

Concept de l'Agroforesterie



Source : Auteur, 2025

2.1.2 Historique de l'agroforesterie à Madagascar

L'agroforesterie à Madagascar est le résultat d'une longue histoire d'adaptation des systèmes agricoles aux réalités écologiques et économiques. Durant la colonisation française (1896–1960), les écorégions ont été sectorialisées par types de production : la région de Sambirano (Nord-Ouest) pour le cacao, le Sud-Est pour le café et le cacao, et la zone intermédiaire entre le centre et l'Est pour le bois énergie (eucalyptus, pins) destiné aux villes comme Antananarivo et Toamasina. Ces plantations, souvent monoculturelles, ne constituent pas de véritables systèmes agroforestiers (Danthu et *al.*, 2023 ; Andriatsitohaina et *al.*, 2024). L'Institut Français du Café et du Cacao (IFCC) et d'autres acteurs coloniaux ont introduit cultures de rente et fruits exotiques, certains intégrés aujourd'hui dans les systèmes paysans.

Après l'indépendance (1960), les paysans ont hérité de ce système de production et l'ont adapté en combinant cultures vivrières pour le moyen d'existence, arbres fruitiers et essences forestières locales pour diversifier le revenus et l'alimentation (Mariel et *al.*, 2023 ; CIRAD-ICRAF, 2022). Depuis les années 1980, de nouveaux promoteurs comme les ONG gestionnaires des Aires Protégées, humanitaires et promoteur de développement (CRS, WCS, WWF, Helvetas, GIZ, FOFIFA...) soutiennent l'agroforesterie pour restaurer les sols et limiter le *tavy*, introduisant des espèces fruitières et fertilisantes pour améliorer la productivité et la résilience du paysage.

En outre, l'agroforesterie à Madagascar est caractérisée par un système paysan ancestral où des arbres multiproduits (fruitiers, bois, médicinaux) cohabitent avec des cultures vivrières et des plantations diverses. Ces « *agroforêts* » complexes, souvent multi-strates, sont gérées selon un savoir-faire local transmis depuis des générations. Ce système inclut une grande diversité de pratiques dont les plantations sous ombrage de la culture de rente comme la vanille ou le café, les cultures intercalaires, la conversion progressive des zones de *tavy* en systèmes arborés, la gestion multi-strates des arbres fruitiers et forestiers (Andriatsitohaina et *al.*, 2024). Ces acquis ancestraux ont été adaptés par les chercheurs et les adoptants suivant les contextes écologiques, sociaux et économiques locaux ainsi que les expériences

internationales décrit par les principes fondamentaux reconnus par la FAO et le World Agroforestry (ICRAF/CIFOR), notamment :

- La gestion conjointe et intentionnelle des arbres et des cultures/animaux,
- Les interactions écologiques bénéfiques (ex. amélioration des sols, microclimat, biodiversité),
- La durabilité environnementale et socio-économique,

La diversité des formes observées à Madagascar est : agroforêts de rente (vanille, girofle), jardins familiaux, silvopastoralisme et les systèmes de restauration sur terres dégradées.

En résumé, l'agroforesterie malgache s'inscrit à la fois dans la continuité des savoirs ancestraux et dans les dynamiques modernes d'agroécologie, offrant un modèle pertinent pour le développement durable et la résilience face aux défis environnementaux et socio-économiques

2.1.3 Différents types de pratique agroforestière existante à Madagascar

A part l'analyse bibliographique, l'identification de la pratique agroforestière promue dans chaque écorégion a été couplée par la réalisation d'une visite sur le terrain. Cette vérification et recueil d'informations sur le terrain a permis de :

- Affiner et caractériser les pratiques existantes,
- Identifier des variantes locales et
- Mieux comprendre les interactions entre pratiques, contextes écologiques et besoins des communautés.

Le Tableau 2 constitue un aperçu synthétique des pratiques existantes suivant ces différentes approches méthodologiques :

Tableau 1 : Caractérisation des pratiques agroforestières existantes à Madagascar

Pratique agroforestière	Approche et objectifs	Écorégion de mise en œuvre	Bonnes pratiques
Agroforesterie paysanne	Approche agroécologique : Combinaison d'arbres fertilisant, fruitiers, PFNL et cultures vivrières ; souvent de plante de protection (brise vent, couverture végétale vivante, ...) Objectifs/finalités : diversification, fertilité, autosuffisance alimentaire, résilience	Toutes les 04 écorégions, surtout dans l'écorégion de forêt subhumide de la haute terre centrale et la forêt épineuse du Sud	- Champs-écoles paysans, pratique de compost - Installation de haies vives comme brise vent - Valorisation des savoirs locaux - Changement de pratique de Tavy en pratique agroforestière - Valorisation des espèces autochtones

Pratique agroforestière	Approche et objectifs	Écorégion de mise en œuvre	Bonnes pratiques
Agroforesterie dynamique	Approche écologique inspirée de la régénération naturelle de forêt : - Imitation de la succession forestière - Diversité structurée, haut rendement à long terme Objectifs/finalités : restauration, production durable, conservation de biodiversité	- Écorégion des forêts humides de l'Est	- Certification biologique des produits - Accélération du processus de croissance du système agroforestier tout en combinant les besoins de la population locale et les exigences environnementales - Mise en place de site de démonstration, de technicien de proximité (<i>lead farmer</i>) et de pépinière de proximité autonome - Valorisation de la biomasse végétale
Systèmes agroforestiers de rente (vanille, girofle, cacao)	Approche économique et écologique : - Intégration de cultures à haute valeur sous ombrage arboré Objectifs/finalités : chaîne de valeur, revenus durables, microclimat	- Écorégion des forêts humides de l'Est (<i>y compris Nord-Est</i>)	- Conservation d'arbres hôtes natifs - Culture en sous-bois à la période d'installation de la plantation - Certifications biologiques
Système sylvo-Agriculture	Approche de reboisement participatif : - Culture vivrière temporaire dans les zones de reforestation et ou intégration des arbres dans la zone de culture Objectifs : Bois énergie, amélioration de la fertilité de sol, et sécurité alimentaire	- Écorégion de la haute terre, de l'Ouest et du Sud	- Association manioc, arachide, maïs avec eucalyptus, acacia ou espèces locales - Croissance rapide des arbres dans la parcelle agricole - Installation de brise vent d'Acacia et de Cajanus dans le bloc agroécologique du Sud

2.2. Analyse du cadrage politique de l'agroforesterie

2.2.1. Revue des expériences internationales en matière de politique d'agroforesterie

L'analyse des expériences internationales met en évidence que plusieurs pays, confrontés à des défis agroécologiques, socio-économiques et environnementaux similaires à ceux de Madagascar, se sont engagés dans des démarches structurées visant à encadrer, promouvoir et institutionnaliser l'agroforesterie à travers des politiques, stratégies ou cadres réglementaires dédiés ou intégrés.

Ces pays partagent des caractéristiques communes avec Madagascar, notamment une forte dépendance à l'agriculture familiale et aux financements extérieurs, une pression croissante sur les ressources naturelles, des enjeux de déforestation et de dégradation des terres, ainsi qu'une vulnérabilité accrue face aux changements climatiques. L'examen de ces expériences permet d'identifier des modèles de gouvernance, des instruments politiques et des mécanismes opérationnels susceptibles d'informer la réflexion sur l'évolution de la politique nationale relative à l'agroforesterie à Madagascar.

2.2.1.1 Analyse des pays disposant d'un cadre politique ou stratégique explicite en agroforesterie

a) Inde

L'Inde constitue une référence internationale majeure avec l'adoption, en 2014, de la *National Agroforestry Policy*, première politique nationale dédiée à l'agroforesterie à l'échelle mondiale. Cette politique reconnaît explicitement l'agroforesterie comme un système de production agricole à part entière et vise à lever les barrières réglementaires liées à **la gestion, à l'exploitation et à la commercialisation des arbres en milieu agricole**. La politique indienne repose sur une approche intersectorielle associant agriculture, foresterie, environnement et développement rural, et **s'accompagne de dispositifs institutionnels et financiers** destinés à soutenir la recherche, la vulgarisation et l'investissement privé.

Intérêt pour Madagascar : L'expérience indienne illustre l'importance d'une reconnaissance juridique claire de l'agroforesterie, qui permet d'améliorer la tenure foncière de la parcelle ayant de droit de propriété incertain, et du statut de l'arbre en milieu agricole, ainsi que le rôle structurant d'une politique nationale pour harmoniser les interventions sectorielles et favoriser l'adoption à grande échelle. Elle souligne aussi l'importance de la **coordination entre le ministère de l'Agriculture et de forêt** (Rizvi et al., 2024) qui ne se limite pas seulement sur la mise en pratique de la technique agroforestière sur le terrain mais surtout dans la conception et la mise en œuvre de la politique et de la loi respective. Une grande innovation concernant le statut des arbres en milieu agricole, qui se traduit par la suppression de la réglementation sur la coupe et le transport des arbres en milieu agricole.

b) Népal

Le Népal a adopté en 2019 sa politique Nationale d'Agroforesterie (National Agroforestry Policy), faisant de ce pays parmi les rares Etats au monde à disposer d'un cadre politique spécifiquement dédié à l'agroforesterie. Cette politique reconnaît l'agroforesterie comme un système intégré associant les arbres, cultures et élevage, contribuant simultanément à la sécurité alimentaire, à la gestion durable des terres, à l'adaptation au changement climatique et à l'amélioration des moyens de subsistance ruraux. La politique népalaise se distingue par sa forte articulation entre agriculture, foresterie et climat, dans un contexte de petites exploitations familiales, de topographie contraignante et de forte dépendance des ménages ruraux aux ressources naturelles. Elle met l'accent sur :

- La sécurisation de droit et de l'accès aux ressources arborées en milieu agricole ;
- Le développement des chaînes de valeur agroforestière ;
- Le renforcement de la recherche de formation et l'appui-conseil ;
- La coordination entre les niveaux national, provincial et local dans un contexte de décentralisation

La politique s'inscrit également dans les engagements climatiques du Népal (NDC), en reconnaissant explicitement la contribution de l'agroforesterie à la résilience climatique et à la séquestration du carbone, tout en valorisant les pratiques agroforestières traditionnelles déjà largement répandues dans les systèmes agricoles de montagne.

Intérêt pour Madagascar

L'expérience du Népal est particulièrement pertinente pour Madagascar en raison des similitudes structurelles : prédominance de l'agriculture familiale, forte pression sur les terres, vulnérabilité climatique et importance des pratiques agroforestières traditionnelles. Elle montre l'intérêt d'une politique nationale dédiée, conçue comme un cadre intégrateur entre les secteurs agriculture, foresterie et climat, et adaptée à des contextes qu'un modèle uniquement orienté vers l'agroforesterie commerciale à grande échelle.

c) Rwanda

Le Rwanda a élaboré une *Stratégie nationale d'agroforesterie (2018–2027)*, intégrée aux politiques de restauration des paysages, de sécurité alimentaire et d'adaptation au changement climatique. Cette stratégie vise à promouvoir l'agroforesterie comme outil de résilience des exploitations agricoles et de gestion durable des terres, en mettant l'accent sur l'accompagnement technique, la planification territoriale et l'intégration dans les programmes nationaux de développement.

Intérêt pour Madagascar :

Le cas rwandais montre qu'une stratégie nationale, même en l'absence d'une loi spécifique, peut constituer un cadre opérationnel efficace lorsqu'elle est alignée avec les politiques climatiques, agricoles et environnementales et qu'elle bénéficie d'un pilotage institutionnel clair.

d) Kenya

Le Kenya a récemment adopté une *Stratégie nationale d'agroforesterie (2025–2035)*, traduisant une volonté politique de renforcer l'agroforesterie comme levier de productivité agricole, de restauration des paysages et de séquestration du carbone. Cette stratégie met l'accent sur l'intégration de l'agroforesterie dans les systèmes agricoles existants, le développement des chaînes de valeur agroforestières et l'inclusion des jeunes et des femmes.

Intérêt pour Madagascar : Cette expérience récente illustre l'intérêt d'un cadre stratégique national pour fédérer des initiatives jusque-là dispersées et renforcer la cohérence des actions dans un contexte de forte dépendance à l'agriculture familiale, comparable à celui de Madagascar. Les expériences kényanes ont démontré que la pauvreté, qui se manifeste sur l'insécurité alimentaire chronique dépendant de revenu journalier, est un facteur bloquant à l'adoption à grande échelle de l'agroforesterie, surtout en termes d'investissement pendant l'installation. Cette situation met en dilemme la considération de l'agroforesterie par la FAO comme une méthode pour réduire la pauvreté.

e) Ethiopie

L'Ethiopie a lancé officiellement en 29 décembre 2025 sa Stratégie Nationale de développement de l'agroforesterie 2026-2035. Cette stratégie vise à fournir un cadre coordonné pour le déploiement à grande échelle des pratiques agroforestières dans tout le pays. Le but de cette initiative est de soulever les barrières afin d'intégrer pleinement l'agroforesterie aux systèmes de planification, de budgétisation, de vulgarisation et d'investissement à tous les niveaux. La stratégie nationale éthiopienne est ancrée au niveau du ministère de l'Agriculture. Pour assurer la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie, la plateforme nationale multipartite pour les bassins versants et l'agroforesterie, lancé depuis

2019 a pris le rôle comme outil de mise en œuvre de la stratégie et de la mise à l'échelle des pratiques agroforestières au niveau national, régional et local.

Intérêt pour Madagascar :

L'expérience de l'Éthiopie renforce la nécessité pour Madagascar de développer un cadre politique ou stratégique spécifique pour l'agroforesterie afin d'assurer la mise en œuvre à grande échelle ainsi que la sécurisation et la pérennisation des actions relatives à l'agroforesterie. En outre, il est primordial de mettre en place une structure de pilotage multipartite intégrant tous les secteurs concernés et tous les niveaux (national, régional et local).

2.2.1.2 Analyse des pays à forte vocation agricole intégrant l'agroforesterie dans les politiques sectorielles

a) Ghana

Le Ghana, pays à forte vocation agricole, a intégré l'agroforesterie principalement à travers ses politiques forestières, agricoles et climatiques, sans disposer d'une coordination intersectorielle à l'échelle nationale dédiée et à jour. Plusieurs programmes soutenus par des organisations internationales et des ONG, dont des initiatives appuyées par la WCS et des cabinets techniques tels que Ecotope Consult, ont permis de promouvoir des systèmes agroforestiers dans les zones cacaoyères et forestières. Toutefois, l'ancienneté (vers 1980) et la fragmentation du cadre politique ont parfois limité la cohérence et l'impact à long terme des interventions.

Intérêt pour Madagascar :

Le cas du Ghana met en évidence les limites d'une intégration sectorielle non coordonnée et souligne la nécessité d'un cadre politique actualisé et cohérent pour assurer la durabilité et l'appropriation des pratiques agroforestières par les producteurs.

b) Bolivie

En Bolivie, l'agroforesterie est reconnue dans le cadre plus large des politiques de développement rural, de gestion des forêts communautaires et de reconnaissance des systèmes de production des peuples autochtones et des communautés locales. Des programmes soutenus par des organisations de conservation et de développement, notamment dans les paysages forestiers amazoniens et andins, ont permis de valoriser les systèmes agroforestiers traditionnels tout en améliorant les moyens de subsistance.

Intérêt pour Madagascar :

L'expérience bolivienne est particulièrement pertinente pour Madagascar en raison de la valorisation des savoirs locaux et des systèmes traditionnels, ainsi que de l'articulation entre conservation de la biodiversité, agroforesterie et développement communautaire.

2.2.1.3 Comparative et enseignements transversaux issus des expériences internationales

L'Inde, le Rwanda, le Kenya, le Ghana et la Bolivie ont été retenus pour effectuer la comparaison à cause de la pertinence et la comparabilité de leur contexte avec celui de Madagascar (Tableau 2). Ils illustrent des approches institutionnelles structurées, l'intégration de l'agriculture et de la foresterie dans les systèmes productifs, ainsi que la valorisation des ressources locales pour renforcer les moyens de subsistance des communautés rurales.

Tableau 2 : Analyse comparative des cadres politiques, stratégiques au niveau international

Pays	Type de cadre politique	Objectifs principaux	Résultats / leçons clés
Inde	<i>National Agroforestry Policy</i> (2014)	Reconnaître l'agroforesterie comme un système de production agricole, lever les barrières réglementaires sur l'exploitation des arbres	Cadre intersectoriel agriculture-foresterie, soutien à la recherche et vulgarisation, facilitation de l'investissement privé, adoption à grande échelle dans plusieurs États
Népal	<i>National Agroforestry Policy</i> (2019)	Reconnaître l'agroforesterie comme système intégré arbre-culture-élevage, renforcer la résilience climatique et les moyens de subsistance	Politique dédiée et intersectorielle, forte articulation agriculture-forêt-climat, valorisation des pratiques traditionnelles, pertinence pour les contextes de petite exploitation et de décentralisation
Rwanda	<i>Agroforestry Strategy and Action Plan</i> (2018–2027)	Promouvoir l'adoption à grande échelle, restaurer les paysages et renforcer les moyens de subsistance	Intégration intersectorielle agriculture-foresterie-environnement, mécanismes opérationnels nationaux, programmes de formation et d'accompagnement technique, adoption progressive dans les exploitations familiales
Kenya	<i>National Agroforestry Strategy</i> (2025–2035)	Intégrer l'agroforesterie dans l'agriculture, restaurer les paysages et renforcer la résilience climatique	Objectifs quantifiés de plantations et systèmes agroforestiers, inclusion sociale (genre, jeunesse), cohérence entre productivité, restauration et services écosystémiques
Ethiopie	Stratégie Nationale de Développement de l'Agroforesterie 2026-2035	Fournir un cadre coordonné pour le déploiement à grande échelle des pratiques agroforestières dans tout le pays	Stratégie lancée Plateforme nationale multipartite mise en place

Ghana	Politique agroforesterie intégrée (1980s)	Intégration dans agriculture et foresterie, valorisation des arbres en parcelles agricoles	Reconnaissance historique de l'agroforesterie, programmes pilotes dans cacao et zones forestières, nécessité de moderniser le cadre pour renforcer l'adoption et les chaînes de valeur
Bolivie	Intégration dans politiques de développement rural et de gestion communautaire des forêts	Valoriser les systèmes agroforestiers traditionnels, relier conservation et moyens de subsistance	Reconnaissance des savoirs locaux et systèmes autochtones, programmes soutenus par ONG et partenaires internationaux, impacts positifs sur revenus et conservation, adaptation à des contextes multi-ethniques

L'ajout d'autres pays pourrait être envisagé uniquement pour mettre en avant des expériences très spécifiques, par exemple liées à certaines cultures tropicales (cacao au Costa Rica, café au Nicaragua, manioc au Cameroun) ou pour illustrer des innovations en matière de financement carbone et de marchés de produits agroforestiers (Brésil, Costa Rica, Philippines). Toutefois, le panel retenu permet déjà de tirer des enseignements directement applicables pour le développement d'un cadre politique stratégique agroforestière adaptée à Madagascar.

L'examen des expériences internationales en matière de politiques et stratégies agroforestières met en évidence plusieurs enseignements structurants, tout en appelant à une lecture critique de leur portée réelle et de leur applicabilité au contexte malgache.

a) Reconnaissance politique et signal stratégique de l'Etat

Les pays disposant d'une politique nationale dédiée à l'agroforesterie (notamment Inde et Népal) manifestent clairement une volonté politique forte de repositionner l'agriculture comme socle économique, social et environnemental du développement national. L'adoption d'une politique spécifique constitue avant tout un signal stratégique, affirmant que l'agroforesterie est reconnue non seulement comme une pratique technique, mais comme un levier de transformation structurelle des systèmes agricoles, de gestion durable des ressources naturelles et de résilience face au changement climatique.

Toutefois, l'existence d'une politique dédiée ne garantit pas automatiquement son efficacité. Dans la pratique, ces politiques restent confrontées à des défis de coordination institutionnelle, de capacités opérationnelles et de financement, qui peuvent limiter leur mise en œuvre effective à l'échelle locale.

b) Pertinence et organisation des politiques dans la pratique

L'analyse montre que la pertinence réelle des politiques agroforestières dépend moins de leur statut juridique (politique dédiée ou intégration sectorielle) que leur degré d'opérationnalisation. Même dans les pays dotés de cadres avancés, des écarts persistent entre les ambitions affichées et la réalité du terrain, notamment en matière de :

- Appuis techniques aux producteurs ;

- Sécurisation foncière et de droits sur les arbres ;
- Structuration des chaînes de valeur agroforestière ;
- Coordination entre agriculture, foresterie, environnement et climat.

A l'inverse, les pays ne disposant pas de politique agroforestière dédiée (Rwanda, Ghana, Bolivie) mais d'une stratégie nationale ont aussi obtenu des résultats significatifs grâce à l'intégration progressive de l'agroforesterie dans les politiques sectorielles existantes, bien articulées et soutenues par des programmes opérationnels.

c) Amélioration des cadres politiques existantes sans politique dédiée

Les expériences analysées montrent qu'il est possible de renforcer substantiellement l'agroforesterie sans créer une politique autonome à condition de :

- Améliorer la cohérence entre les politiques agricoles, forestières, foncières, et climatiques ;
- Clarifier le statut juridique de l'arbre en milieu agricole ;
- Intégrer explicitement l'agroforesterie dans les stratégies nationales de sécurité alimentaires, de restauration de paysages et d'adaptation au changement climatique ;
- Assurer la mise en place et l'opérationnalisation d'une structure de pilotage institutionnel clair pour une coordination intersectorielle effective.

Cette approche peut constituer une option pragmatique, notamment dans des contextes où l'inflation des cadres stratégiques risque d'alourdir la gouvernance sans renforcer l'impact au niveau local.

d) Portée informative des expériences internationales et inspiration pour Madagascar

Les pays présentés dans les analyses précédentes ont été sélectionnés à titre illustratif et informatif afin de mettre en lumière différentes trajectoires institutionnelles et options pour un cadre politique/ stratégie en agroforesterie. Ils ne constituent ni des modèles à reproduire mécaniquement, ni des références normatives.

En effet, Madagascar, de par sa structure économique, sociale, écologique et politique spécifique, marquée par la prédominance de l'agriculture familiale, la forte dépendance aux ressources naturelles, la vulnérabilité climatique et la pluralité des acteurs institutionnels, dispose des éléments nécessaires pour définir sa propre cadre agroforestière, qu'elle prenne la forme de, soit :

- D'une politique nationale en agroforesterie bien dédiée ;
- D'une stratégie ou feuille de route intersectorielle ;
- Ou soit d'un renforcement ciblé et cohérent avec les cadres politiques existantes.

L'enjeu central réside moins dans le choix de l'outil politique que dans la capacité à construire un cadre réaliste, cohérent, inclusif et opérationnel, aligné sur les priorités nationales et effectivement mis en œuvre au bénéfice des producteurs et des territoires ruraux.

2.2.2. Focus sur les politiques, stratégies et législations en matière de l'agroforesterie à Madagascar

2.2.2.1 Orientation des politiques publiques en relation à l'Agroforesterie à Madagascar

L'Agroforesterie fait intervenir deux secteurs mères dont l'« **Environnement/ Biodiversité** » puisqu'elle est considérée comme une pratique d'utilisation et de gestion des terres permettant de préserver l'environnement et les différents services écosystémiques que chaque unité de paysage offre, et le secteur « **Agriculture** » en tant qu'une espace de production agricole et ou animale.

Du point de vue environnemental, la **politique forestière de Madagascar actualisée (2017)** constitue un document cadre pour toute intervention dans le domaine de gestion durable des forêts à Madagascar. La pratique agroforestière, en tant qu'alternative à la restauration des forêts dégradées, contribue à l'atteinte des deux objectifs de l'orientation 1 « *Assurer la gestion durable et efficace du capital forestier Malagasy* » de la présente loi dont, d'une part, (i) la promotion des actions de restauration des paysages forestiers ; et d'autre part, (ii) l'intensification de la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière, grâce à sa capacité de régénérer le sol, de réduire l'érosion et d'augmenter la couverture forestière dans le paysage. Dans le cadre de cette politique, l'Agroforesterie prend une place importante puisqu'elle est considérée comme un outil pratique complémentaire permettant de gérer durablement les ressources forestières et agricoles et de lutter contre la déforestation, surtout dans les zones de transition forêt-agriculture. L'analyse montre que l'Agroforesterie s'aligne ainsi aux autres orientations connexes à cette politique dont :

- La **Stratégies et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité (SPANB)**, en cours de mise à jour, constitue un document de prise de décision pour le secteur agriculture, pêche, foresterie, tourisme et mine, qui sert de cadrage de la pratique agroforestière concernant la préservation de la biodiversité. L'Objectif stratégique 7 de l'ancienne version stipule que « *En 2025, toutes les zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture sont gérées suivant le **plan de la production durable**, en assurant l'approche intégrée de la conservation de la biodiversité* ». De plus, l'objectif stratégique 2 incite l'intégration de la biodiversité dans le plan/programme sectoriel. Pour la version en cours de mise à jour, ses objectifs mettent l'accent sur la transition vers des pratiques plus durables pour de modèle de production et de consommation innovant. Cet objectif s'aligne sur la conduite de la pratique agroforestière actuelle, décrite comme une Agriculture de conservation par cette stratégie, ayant comme souci principal la conservation de la biodiversité dans le site de production.
- La **Stratégie Nationale de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (SNREDD+)** : qui stipule que l'Agroforesterie est une pratique permettant de contribuer à l'atteinte de l'objectif de REDD+ comme la réduction de la pression sur les forêts naturelles en augmentant les stocks de carbone dans les zones agricoles ; la contribution à la réduction de la conversion des terres agricoles vers des usages non durables ; l'Augmentation de capital carbone qui est une source de financement durable, ... Elle se situe parmi les solutions catégorisées

dans le « secteur UTCATF ¹ », qui peut générer jusqu'à 61 MtCO₂ de Réductions d'Émissions d'ici 2030 selon l'évaluation du MEDD (2018).

- **La Stratégie Nationale sur la Restauration des Paysages Forestiers et des Infrastructures Vertes (SNRPF)** : L'axe stratégique 3 stipule la mise à l'échelle des techniques de restauration, notamment via l'intégration des arbres dans les systèmes de culture et la réhabilitation des paysages agroécologiques. Cette approche constitue la base fondamentale de l'Agroforesterie développée par les différentes parties prenantes décrites ci-dessous, qui contribuent à la restauration des terres agricoles dégradées.

La **Politique Nationale d'Adaptation au changement climatique (PNA)** sur la base de la **Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC)** considère la pratique agroforestière parmi les solutions permettant d'atteindre l'objectif de réduction d'émission de GES, classée dans la solution UTCATF, d'où de lutter contre le changement climatique. Les deux plans d'action PANA² et PANLCC l'inscrivent à la fois comme une action d'atténuation et action d'adaptation au changement climatique. Pour cette politique d'adaptation, l'Agroforesterie est une pratique / technique d'Agriculture comprise dans le système d'Agricultures résilientes et Agriculture climato-intelligente. Spécifiquement, l'axe stratégique 2 du PNA promeut la mise en œuvre des programmes d'actions sectoriels prioritaires, dont la Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique dans les secteurs Agriculture, Élevage et Pêche.

En parallèle à ce cadrage environnemental, la politique agricole est définie à travers la **lettre de la politique agricole (LPA)**, qui se décline en **Programme sectoriel Agriculture Elevage et Pêche (PSAEP)** et le **Plan national d'investissement Agricole (PNIAEP)**. Dans le cadre de cette politique, l'agroforesterie est décrite sous une autre appellation « **l'Agriculture de conservation** » et ou **l'Agroécologie**, qui englobe l'approche de préservation des écosystèmes agricoles suivant la pratique agroécologique et d'aménagement de bassin versant. Le concept annonce l'intégration de l'agroforesterie parmi les pratiques agricoles dans l'agroécologie (GSDM/CIRAD, 2014). Pour la LPA, l'approche stipule l'importance des appuis aux parties prenantes à conserver et gérer les ressources naturelles à travers la pratique agroécologique et l'aménagement de bassin versant, mais aucune activité spécifique y afférente n'a pas été développé dans le plan opérationnel PSAE/PNIAEEP, sauf le développement de schémas et plans d'aménagements écosystémiques concertés, le transfert de gestion de pâturage naturel et la restauration des zones sensibles. Ainsi, la mise en œuvre de cette politique ne définit pas une approche spécifique pour la promotion de l'agroforesterie mais elle la met en avant comme une approche globale dans le but de rationaliser de façon durable l'activité d'investissement agricole ou d'élevage. Le programme 1 « *Exploitation rationnelle et durable des espaces de production et des Ressources* » met en avant cette vision de durabilité de la production à travers la protection de l'environnement comme la valorisation des expériences dans l'agroécologie ou l'aménagement de bassin versant et la gestion durable de pâturage naturel. En plus, **la loi 2020-003 sur l'Agriculture biologique** à Madagascar sert de cadrage pratique en termes de production agricole de la pratique agroforestière. C'est l'Agroforesterie de type dynamique qui respecte le mieux les exigences décrites dans cette présente loi.

¹ UTCATF : Utilisation des terres et Changement d'Affectation des terres et Foresterie

² PANA ou Programme d'Actions National d'Adaptation

En outre, L'axe d'intervention 2 du Plan national d'action multisectorielle pour la nutrition 2022-2026 de l'Office de ONN promeut l'adoption de système de production résiliente face au changement climatique par la vulgarisation des techniques d'Agriculture climato-intelligente dont l'Agroforesterie pour un système alimentaire favorable à la nutrition.

D'ailleurs, la mise en œuvre de l'Agroforesterie, voir la conception de la politique y afférente, doit **s'articuler avec la politique de l'aménagement de territoire**, en ce qui concerne la gestion et utilisation des terres (LOAT, 2015)³ afin de préserver les différents services écosystémiques offerts par chaque unité de paysage. En complément de cet aspect d'aménagement, les droits des propriétaires fonciers, soit à titre individuelle ou communautaire, jouent des rôles cruciaux dans la préservation et durabilité des paysages (NOHARINJANAHARY, 2018) et dans la sécurisation des investissements (ANDRIAMIRIJA, 2017). Ce qui explique **l'importance de la politique foncière** dans la conduite d'activité d'Agroforesterie permettant d'assurer la gestion durable des ressources naturelles (préservation de la biodiversité, la fertilité de sol, protection de ressource en eau, ...) et la sécurité de la production (en tant qu'investissement générant des bénéfices économiques et favorisant les bien-être des propriétaires). La sécurisation des droits de propriété indique à court terme la sécurisation de la parcelle et les investissements y afférents, et à moyen et à long terme la durabilité des bénéfices environnementaux générés par la pratique (couverture forestière permanente, crédit carbone, restauration des terrains dégradés, ...).

En somme, Madagascar ne dispose pas de politique agroforestière bien définie. Toutefois, plusieurs engagements politiques liés à l'agriculture, à l'environnement et au développement durable fournissent un cadre et des principes permettant de soutenir la mise en œuvre de l'agroforesterie. Plusieurs cadrages politiques comme des documents politiques, stratégie et de cadre législatif ont été inventoriés, consultés et analysés, afin de cadrer la mise en œuvre de l'Agroforesterie à Madagascar par rapport aux cadres politique, institutionnel et législatifs existants.

La figure ci-dessous récapitule les relations de ces documents de cadrage dans le contexte d'appui à la mise en œuvre de l'Agroforesterie :

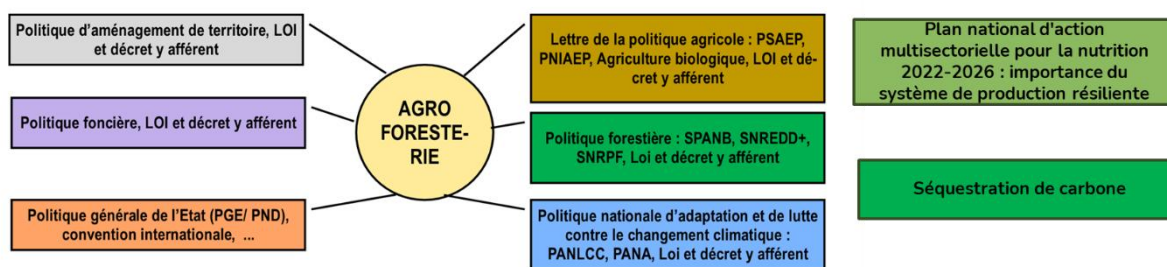


Tableau 9 : Complémentarité des documents de cadrage politique dans la mise en œuvre de l'agroforesterie

³ Selon la Loi 2015- 051 portant Orientation de l'Aménagement du Territoire (LOAT), le paysage doit être préservé pour tout aménagement d'une unité de paysage donnée tout en respectant la partie aménageable et non aménageable

2.2.2.2 Analyse des cohérences des différents cadrages politiques liés à l'agroforesterie à Madagascar

L'agroforesterie, en tant qu'approche intégrée reliant la production agricole, la conservation et la restauration des paysages, occupe une position transversale entre plusieurs secteurs stratégiques à Madagascar. L'analyse des politiques nationales révèle à la fois des points de convergence encourageants et des lacunes de coordination intersectorielle qui freinent la mise en œuvre effective d'une approche agroforestière cohérente à l'échelle nationale.

a) Comparaison des objectifs et approches sectorielles

Sur le plan institutionnel, l'agroforesterie n'a pas de politique nationale dédiée. Elle est abordée de manière dispersée dans les cadres forestiers (PFN, SPANB), climatiques (REDD+), agricoles (PNIAEP, LPA, PNAMN) et fonciers (LOAT), souvent sans mécanismes incitatifs pour les systèmes arborés paysans. Cette fragmentation limite la cohérence et la coordination intersectorielle, même si les ONG et alliances comme l'Alliance de l'Agroforesterie de Madagascar jouent un rôle de catalyseur.

Le tableau suivant compare les objectifs, approches et niveaux de coordination intersectorielle des principaux cadres politiques nationaux relatifs à l'agroforesterie à Madagascar, permettant d'identifier complémentarités, neutralités ou contradictions.

Secteur / Politique	Objectif principal	Vision de l'agroforesterie	Niveau de cohérence avec les autres politiques
Politique Forestière Nationale (2017)	Assurer la gestion durable du capital forestier et la restauration des paysages	Considère l'agroforesterie comme un outil de reboisement, restauration et réduction de la pression forestière et mise en place d'un fonds forestier national pour la continuité du financement des interventions	Complémentaire avec la SNREDD+, la SNRPF et le SPANB, mais peu articulée avec les politiques agricoles
Stratégie Nationale REDD+ (SNREDD+, 2018)	Réduire les émissions liées à la déforestation et la dégradation	Intègre l'agroforesterie comme une mesure d'atténuation et d'adaptation, augmentant les stocks de carbone dans les zones agricoles	Très cohérente avec la Politique Forestière et le PNA, complémentaire mais sans mécanismes opérationnels partagés avec le secteur agricole
Stratégie Nationale de Restauration des Paysages Forestiers (SNRPF, 2017)	Promouvoir la restauration des terres dégradées et des infrastructures vertes	L'agroforesterie y est présentée comme approche prioritaire de restauration écologique et productive Les parcelles agroforestières sont comptabilisées dans l'engagement du pays sur la vision ARF100.	Forte cohérence avec REDD+ et la Politique Forestière, cohérence moyenne avec la LPA/PNIA (secteur agricole)
Lettre de Politique Agricole (LPA, 2016) et PNIAEP (2021-2030)	Moderniser et rendre durable l'agriculture malgache	Traite l'agroforesterie de manière indirecte, sous l'appellation « agriculture de conservation » ou « gestion intégrée des bassins versants »	Neutre à partiellement cohérente : reconnaissance du rôle écologique, mais absence d'instruments financiers ou techniques spécifiques
Politique Foncière (LOAT, 2015)	Sécuriser l'accès à la terre et garantir les droits fonciers	Ne mentionne pas explicitement l'agroforesterie, mais son application conditionne la pérennité des investissements agroforestiers	Complémentaire sur le principe, mais contradictions pratiques liées à l'insécurité foncière et aux chevauchements de droits

Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC, 2010) et Plan National d'Adaptation (PNA, 2021)	Réduire la vulnérabilité climatique et promouvoir des solutions basées sur la nature	L'agroforesterie est reconnue comme solution d'atténuation et d'adaptation (secteur UTCATF)	Très cohérente avec REDD+ et la SNRPF, mais peu opérationnelle faute d'intégration dans les politiques agricoles
Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité (SPANB, 2015–2025)	Intégrer la conservation de la biodiversité dans les activités productives	Assimile l'agroforesterie à une forme d'agriculture de conservation favorable à la biodiversité	Cohérente avec les stratégies environnementales, mais pas reliée aux instruments agricoles et fonciers

b) Analyse de la cohérence globale et intersectorielle

i. Complémentarités existantes

- L'agroforesterie est explicitement reconnue dans plusieurs cadres relatifs à la foresterie et climat (Politique Forestière, SNREDD+, SNRPF, PNA, SPANB) comme un outil de restauration, de conservation et d'adaptation.
- Elle s'inscrit dans les priorités nationales de développement durable (ODD, Vision 2030, Politique Générale de l'État).
- Des synergies thématiques fortes existent entre les objectifs de réduction de la déforestation, d'augmentation des stocks de carbone et d'amélioration de la résilience agricole et de sécurité alimentaire.

ii. Zones de neutralité ou d'incohérence

- La Politique Agricole (LPA / PNIAEP) ne fait pas de l'agroforesterie une priorité spécifique : elle l'aborde de façon indirecte sans mesures de soutien dédiées (formation, financement, fiscalité verte).
- L'absence de cadre réglementaire national dédié à l'agroforesterie rend difficile la coordination entre le secteur forestier (soumis à autorisations strictes pour la coupe d'arbres) et le secteur agricole (axé sur la productivité à court terme).
- Les politiques foncières restent peu alignées sur la réalité agroforestière : la tenure foncière mixte (agro-forêt) n'est pas clairement reconnue juridiquement sauf en termes de mise en valeur pour le cas de prescription acquisitive, freinant les investissements et la responsabilisation des producteurs. L'impasse dans la résolution de l'incertitude de droit foncier sur la parcelle issue de Tavy constitué de menace visible sur la biodiversité à cause de la réticence des producteurs à y investir.

iii. Contradictions et chevauchements

- Les objectifs environnementaux (reboisement, séquestration carbone) peuvent parfois entrer en conflit avec les logiques de la production agricole qui a tendance à maximiser la production (besoin de surface agricole, cycles courts, utilisation des engrais).
- Le cloisonnement institutionnel entre le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) entraîne un manque de mécanismes partagés pour planifier, suivre et évaluer les programmes agroforestiers.
- La multiplicité des cadres internationaux (REDD+, AFR100, Bonn Challenge, PNA) crée une superposition de priorités sans dispositif national d'harmonisation.

c) Niveaux de coordination intersectorielle

Les parties prenantes travaillant dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture disposent des organisations et de coordinations issues des initiatives privées des Partenaires techniques et financiers. Parmi ceux, voici des exemples explicatifs de l'organisation interacteur en relation avec la thématique de l'Agroforesterie :

● **Comités nationaux existants :**

- Comité National REDD+ et Comité de Pilotage de la Restauration des Paysages Forestiers (SNRPF) intègrent ponctuellement des représentants du secteur agricole, mais sans mandat clair sur l'agroforesterie.

- Plateforme Nationale de l'Alliance de l'Agroforesterie de Madagascar (AAM) joue un rôle moteur de concertation multi-acteurs, mais n'est pas encore institutionnalisée comme organe officiel de coordination intersectorielle.
- Les comités techniques thématiques du MEDD et du MINAE (reboisement, agriculture durable, adaptation climatique) opèrent souvent de manière parallèle, sans mécanisme de suivi conjoint.

● **Niveaux de coordination régionale et locale :**

- Certaines régions pilotes (ex. : Boeny, SAVA, Itasy) ont mis en place des instances locales de concertation (ex. plateformes REDD+ ou projets intégrés comme FCI, GIZ-Prosol, WWF), démontrant la faisabilité d'une approche coordonnée.
- Cependant, ces dispositifs restent dépendants des projets et non institutionnalisés dans la gouvernance publique territoriale.

d) Synthèse et tendances générales

L'analyse précédente révèle des niveaux de cohérence très variables selon les secteurs. Les politiques environnementales, forestières et climatiques présentent une forte reconnaissance de l'agroforesterie comme levier de restauration et d'adaptation. En revanche, le secteur agricole, élevage et pêche montre une cohérence moyenne à faible, avec une reconnaissance plutôt implicite et peu d'instruments spécifiques sauf en tant que composante de l'Agroécologie. Les politiques foncières et d'aménagement du territoire restent dans la difficulté dans la sécurisation des droits fonciers pour le cas des zones rurales où l'accès à la sécurisation foncière présente des coûts de transaction énormes et rendant réticent les producteurs à y accéder. La gouvernance et la coordination intersectorielle sont faibles à moyennes, malgré l'existence de plateformes et comités sectoriels sans articulation nationale claire, et l'inclusion sociale, notamment du genre et des jeunes, est très peu prise en compte.

Le niveau de cohérence actuel et les principales remarques pour chaque dimension sectorielle ont été évaluées :

Tableau 10: Synthèse de cohérence des différentes politiques connexes à l'agroforesterie

Aspect	Niveau de cohérence actuel	Observations clés
Environnement / Forêt / Climat	Élevé	Reconnaissent tous l'agroforesterie comme levier de restauration et d'adaptation
Agriculture / Élevage / Pêche	Moyen à faible	Reconnaissance implicite, absence d'instruments spécifiques
Foncier / Aménagement du territoire	Faible	Insécurité foncière persistante et absence de reconnaissance juridique des agroforêts, surtout pour la zone de Tavy de terrain classé dans le domaine forestier national (DFN)
Gouvernance et coordination intersectorielle	Faible à moyenne	Existence de plateformes et comités sectoriels, mais sans articulation nationale claire
Inclusion sociale (genre, jeunes, communautés)	Faible	Peu prise en compte dans les cadres politiques nationaux existants

L'analyse met en évidence une complémentarité de principe entre les politiques environnementales, climatiques et agricoles, mais une faible cohérence opérationnelle dans leur mise en œuvre. L'agroforesterie souffre d'un vide institutionnel transversal : reconnue comme outil, mais non portée par une politique unifiée dotée de mécanismes de coordination, de financement et de suivi.

2.2.2.3 Identification des lacunes et contradictions dans le cadrage politique actuel

Les lacunes observées dans le développement de l'agroforesterie à Madagascar découlent principalement de l'absence d'un cadre politique stratégique national clair, cohérent et intégrée. En l'absence d'un cadre directeur unifié, les actions restent fragmentées et dépendent fortement de projets ponctuels ou d'initiatives locales. Les contraintes se manifestent à plusieurs niveaux : social, environnemental, institutionnel, technique et organisationnel.

a) Fragmentation ou cloisonnement de la gouvernance et cadre institutionnel de l'agroforesterie

La gouvernance du secteur agroforestier demeure fragmentée. Les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, et des Services fonciers travaillent encore de manière isolée, chacun avec ses priorités et sans cadre de coordination intersectorielle. Cette dispersion se traduit par une multiplication de projets non harmonisés, souvent portés par des ONG ou des bailleurs internationaux, sans mécanismes institutionnels de suivi à long terme. L'absence d'une politique nationale agroforestière unifiée empêche la reconnaissance juridique des agroforêts et la mise en place d'incitations fiscales ou foncières. Il est à noter que l'agroforêt est souvent définie à la fois comme forêt (*puisque'il s'agit d'une surface couverte d'arbre des reboisements*), et à la fois non forêt (*en tant que surface donnant de produit agricole*) selon l'article 4 de la Loi n° 97-017 du 8 août 1997 portant révision de la législation forestière.

Aucun cadre légal ne régit actuellement la certification des produits agroforestiers, ni leur intégration dans les politiques de développement rural ou de restauration des paysages. Cette faiblesse institutionnelle crée un vide politique qui freine l'essor de l'agroforesterie comme levier de développement durable et de résilience climatique.

b) Insuffisance de centre de formation et des compétences techniques relatifs à l'agroforesterie

Malgré les initiatives de l'alliance agroforestière en matière de développement de curricula de formation sur l'agroforesterie, les lacunes en matière de formation et de vulgarisation technique sont profondes. L'agroforesterie ne présente pas une place importante dans les curricula de formation agricole standard. Les écoles agricoles et les universités (telles que l'Université d'Antananarivo ou celle de Fianarantsoa) abordent parfois le sujet dans des modules d'agroécologie ou de foresterie, mais sans volet pratique ni démonstration sur le terrain.

Les écoles primaires et secondaires rurales ne disposent pas de champs écoles ni de programmes d'éducation environnementale permettant aux enfants et à leurs familles de se familiariser avec les pratiques agroforestières locales. Par conséquent, le transfert des savoirs reste limité à certaines zones d'intervention d'ONG, comme le programme *Mahavotra* dans le corridor Ankeniheny-Zahamena, où des formations communautaires ont montré un fort impact

sur l'adoption locale. De plus, Madagascar ne dispose pas encore d'un centre de formation professionnelle dédié à l'agroforesterie, ni de techniciens spécialisés au sein des ministères (Agriculture, Environnement, Aménagement du Territoire). Cette absence de compétences locales structurées empêche le développement d'un encadrement technique durable et la création d'un réseau de conseillers capables de soutenir les paysans dans la mise en œuvre des pratiques agroforestières.

c) Divergence dans l'approche environnementale entre le secteur Changement Climatique/ Forêt et l'Agriculture

La politique agricole malagasy s'est toujours préoccupée de la maximisation de la production agricole et animale. Le financement du bailleur se focalise sur l'investissement à grande échelle comme dans la mise en place de la Zone d'Investissement Agricole (ZIA) dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire selon la Politique générale de l'Etat (PGE). La stratégie du ministère MINAE s'oriente vers l'utilisation des intrants chimiques à travers le système de financement du FDA pour les petits producteurs. Cette approche ne prend pas en compte la dimension environnementale par faute d'accompagnement sévère sur l'utilisation de ces intrants chimiques, conduisant à de surdosage malgré l'effort des techniciens de proximité. En même temps, l'engagement climatique de Madagascar a conduit à l'élaboration de la politique nationale d'adaptation (PNA) et la politique nationale de lutte contre le changement climatique (PNLCC). Ces politiques exigent la diminution de l'émission de gaz à effet de serre et l'augmentation du stock de carbone de Madagascar. Dans la pratique, ces deux dernières politiques se traduisent par la réduction d'utilisation d'intrant chimique et l'orientation de la production vers la pratique durable, qui n'est pas encore le cas dans la réalité locale.

De plus, la politique publique relatives à l'environnement encourage activement les programmes de reboisement à travers la vision de reverdir Madagascar dans la PGE, se traduisant à la création de pépinières régionales et locales destinées à produire des plants pour la restauration et le reboisement communautaire (MEDD, 2022). Une telle approche doit être transversale dans le processus de production à l'échelle nationale mais il n'est pas et/ou rarement adopté par le ministère de l'Agriculture. Cette situation crée de lacune de coordination entre l'intervention du MEDD, se concentre surtout sur la restauration et la reforestation, avec celle du MINAE en ignorant la priorisation de l'intégration de l'arbre dans la parcelle d'Agriculture ; qui constitue des facteurs bloquants à la mise en œuvre des systèmes agroforestiers.

Ces situations montrent encore le cloisonnement institutionnel de la politique publique et le manque de coordination entre les différents secteurs, qui peut affecter la pratique d'agroforesterie en tant que pratique de production durable.

d) Divergence d'approche dans la valorisation des produits forestiers issus du système agroforestier : cas spécifique de la pratique de la coupe des plantes autochtones à l'intérieur de la parcelle d'agroforesterie

La gestion des plantes autochtones à Madagascar, et en particulier des espèces ligneuses à valeur commerciale ou écologique comme les bois de rose, est strictement encadrée par la réglementation nationale. Spécifiquement, la POLOR et le décret n°2010-141⁴ interdisent la

⁴ Décret n°2010-141 portant sur interdiction de la coupe, d'exploitation et d'exportation de bois de rose et de bois d'ébène à Madagascar

coupe et l'exploitation des bois précieux afin de protéger la biodiversité et de lutter contre le commerce illégal, ce qui est essentiel pour la préservation des forêts naturelles.

Cependant, certaines espèces, telles que les bois de rose (Fabacées), présentent un intérêt agroforestier significatif lorsqu'elles sont intégrées dans des parcelles de cultures de rente comme le cacao. En effet, ces arbres peuvent créer des interactions positives dans les systèmes agroforestiers, en améliorant la fertilité des sols, en fournissant de l'ombre et des ressources complémentaires, et en contribuant à la résilience écologique du paysage agricole. Dans ce contexte, des initiatives telles que celles soutenues par le WCS et Cœur de forêt encouragent la plantation et l'intégration contrôlée de bois de rose dans les parcelles agroforestières, favorisant à la fois la production et la conservation.

Cette situation crée néanmoins une incertitude chez certains planteurs suivant les résultats des entretiens bilatéraux, du fait qu'ils craignent que la réglementation actuelle les expose à des sanctions même lorsqu'elles intègrent ces espèces dans leurs systèmes agroforestiers. Ces contraintes ont été transformées en opportunité d'amélioration de la législation comme le cas de l'Inde où l'exploitation des arbres en milieu agricole a été allégée par le Ministère de l'environnement. Celle-ci pourrait protéger les planteurs en autorisant la plantation et l'entretien de bois précieux dans des contextes agroforestiers contrôlés, tout en maintenant la protection stricte des forêts naturelles. Une telle mesure permettrait non seulement de renforcer la confiance des producteurs, mais aussi à consolider la résilience écologique et la connectivité des paysages agricoles, en valorisant les interactions bénéfiques entre les cultures et les espèces autochtones.

e) Absence de système de suivi de stock de carbone sur la parcelle d'agroforesterie

Par ailleurs, le pays ne dispose pas encore d'un système de suivi et de mesure des stocks de carbone dans les agroforêts, alors même que celles-ci jouent un rôle clé dans la séquestration du carbone (MEDD, 2021). Cette absence de données empêche Madagascar de valoriser le potentiel carbone de ses agroforêts dans les mécanismes de financement climatique, tels que les marchés volontaires du carbone ou les programmes REDD+. Une politique nationale intégrant la mesure et la certification du carbone agroforestier pourrait pourtant constituer une source importante de revenus pour les planteurs.

f) Difficulté d'accès aux intrants et aux matériels végétaux adaptés

Il faut reconnaître que l'expérience mondiale montre la nécessité d'accès à une diversité d'espèces et de matériel végétal pour mettre en œuvre l'agroforesterie (Rizvi et al., 2024), dont plusieurs ne passent pas nécessairement par les pépinières classiques. Certaines espèces pionnières, comme *Cajanus cajan*, *Tephrosia vogelii*, ou encore les souches de bananiers et d'ananas, sont essentielles pour initier la fertilité du sol et fournir des revenus rapides aux planteurs. Pourtant, ces espèces ne figurent pas dans les plans de production des pépinières publiques, ni ou rarement dans les boutiques d'intrant locaux, et ne bénéficient d'aucun circuit d'approvisionnement structuré sauf dans la zone qui ont bénéficié de la mise en place de banque de semence par l'initiative de PTF. Enfin, l'absence d'un programme national d'appui aux intrants agroforestiers limite ainsi la diversité biologique et économique des parcelles, et freine la transition vers des systèmes mixtes plus productifs et résilients. Par contre, l'outil développé par le MEDD (2019) dénommé « *le guide des essences pour la restauration des paysages forestiers (RPF) à Madagascar* », représente une initiative permettant de faciliter le choix des espèces par écorégion dans le cadre de conduite d'activité de reboisement, y compris l'agroforesterie.

g) Difficulté d'accès à la terre et inclusion sociale

L'accès au foncier demeure une contrainte majeure pour les jeunes ruraux malgaches. Dans la majorité des régions, la propriété des terres est régie par le droit coutumier, favorisant les anciens ou les premiers occupants (Raharison et al., 2022). Les jeunes, souvent sans titres ni héritages fonciers, doivent emprunter ou exploiter temporairement des parcelles, ce qui les empêche de planter des arbres ou d'investir dans des cultures pérennes. Cette situation est particulièrement visible dans les régions de l'Est et du Nord-Ouest, où les pratiques agroforestières exigent une stabilité foncière à long terme, ce qui incite les Agriculteurs à la tentative de mise en valeur d'autres espaces cultivables comme le Tavy (AUBERT, 2012). La valorisation de la parcelle de Tavy renforce l'insécurité foncière des agriculteurs (NOHARINJANAHARY, 2018) puisque le statut de ce dernier ne peut pas faire l'objet d'une privatisation à cause de son statut catégorisé dans le statut spécifique selon la loi sur le statut de terre⁵. Cette situation rend l'administration foncière perplexe dans la mise en œuvre de leur politique « *faciliter l'accès et la valorisation du foncier urbain et rural* » selon la Lettre de la politique foncière 2015-2030.

h) Incohérence du dispositif de gestion du feu sur la réalité locale

Les incendies de brousse constituent une menace récurrente pour les paysages ruraux malgaches causant des dégâts énormes sur les investissements agricoles. Le manque de communication sur le plan de contingence de feu, combinée à la faiblesse des dispositifs communautaires de prévention, fragilise les systèmes agroforestiers. Dans le sud-ouest et le Bas Mangoky, par exemple, le projet *Tefiala* a été confronté à plusieurs feux qui ont endommagé de jeunes plantations, réduisant la motivation des producteurs à poursuivre les efforts de reboisement. Ces feux, souvent liés à la pratique du tavy ou à la préparation des pâturages, sont mal contrôlés par l'administration responsable, et les sanctions prévues restent rarement appliquées (MEF, 2019).

i) Manque de contrôle du surpâturage et divagation animale

Le surpâturage constitue une contrainte majeure dans les zones rurales à forte densité d'élevage, révélant une lacune importante dans la politique nationale de l'élevage, encore largement orientée vers des systèmes extensifs. L'insuffisance de communication claire sur la stratégie permettant d'encadrer la gestion des pâturages et la mobilité du bétail ainsi que le manque d'application de la sanction accentuent les conflits d'usage entre éleveurs et agriculteurs. Les zébus, chèvres et même les volailles pâturent librement dans les paysages agricoles, endommageant les jeunes plants des parcelles agroforestières en cours d'établissement. Cette situation est particulièrement problématique dans les zones de transition entre cultures et pâturages, notamment dans les régions de Bongolava, Menabe, Sud, Sud-Ouest et Itasy, où les systèmes agroforestiers restent fragiles au démarrage.

Les paysans, souvent dépourvus de moyens financiers, ne peuvent pas clôturer leurs parcelles pour protéger les jeunes plants. En l'absence de politique publique favorisant le pastoralisme durable et la régulation du bétail, les dommages sur les parcelles agroforestières restent fréquents. Ce problème traduit aussi un manque de gouvernance locale des

⁵ Loi n° 2005- 019 du 17 Octobre 2005 fixant les principes régissant les différents statuts des terres

ressources communes et d'organisation autour d'une gestion intégrée du territoire rural. L'agroforesterie, qui nécessite plusieurs années pour atteindre un équilibre écologique, ne peut se développer durablement sans un encadrement collectif de la divagation animale, une gestion concertée des pâturages et la mise en place de dispositifs communautaires de régulation pastorale (Rabeharisoa et al., 2020).



Photo 08. Parcelle agricole clôturée avec les cactus et euphorbes dans le Sud de Madagascar afin de limiter la divagation des bétails. Source : SR Consulting

2.3. Analyse des parties prenantes impliquées dans l'élaboration et mise en œuvre de la politique agroforestière

2.3.1. Caractérisation des acteurs de l'Agroforesterie

Afin de mener l'analyse des dynamiques des acteurs, différents paramètres ont été identifiés pour leur caractériser, dont :

- **Objectif et finalité de la pratique agroforestière promue** : reforestation, restauration des paysages forestiers, séquestration carbone, lutte contre le changement climatique, sécurité alimentaire et nutritionnelle et chaîne de valeur ;
- **Ecorégion d'intervention** : forêt humide de l'Est, forêt subhumide du centre, forêt sèche de l'Ouest et forêt épineuse du Sud
- **Statut de la partie prenante vulgarisatrice de pratique** : ONG nationale/ internationale, Association/ Organisation Paysanne/ Communauté locale de base (VOI)/Organisation de la société civile (OSC), Partenaire technique et financier (PTF), Acteurs étatiques, Secteur privé, et Centre de recherche et/ou de formation
- **Implication dans la promotion de l'agroforesterie**

Deux types de catégorie en découlent, permettant d'analyser la dynamique des acteurs suivant leur implication dans le processus de promotion de la pratique agroforestière :

- Dynamique selon l'objectif et la finalité dans la mise en œuvre de la pratique agroforestière
- Dynamique selon le type de collaboration et d'intérêt entre les acteurs

2.3.1.1. Caractérisation des acteurs par rapport à l'objectif et finalité de la pratique d'agroforesterie promue

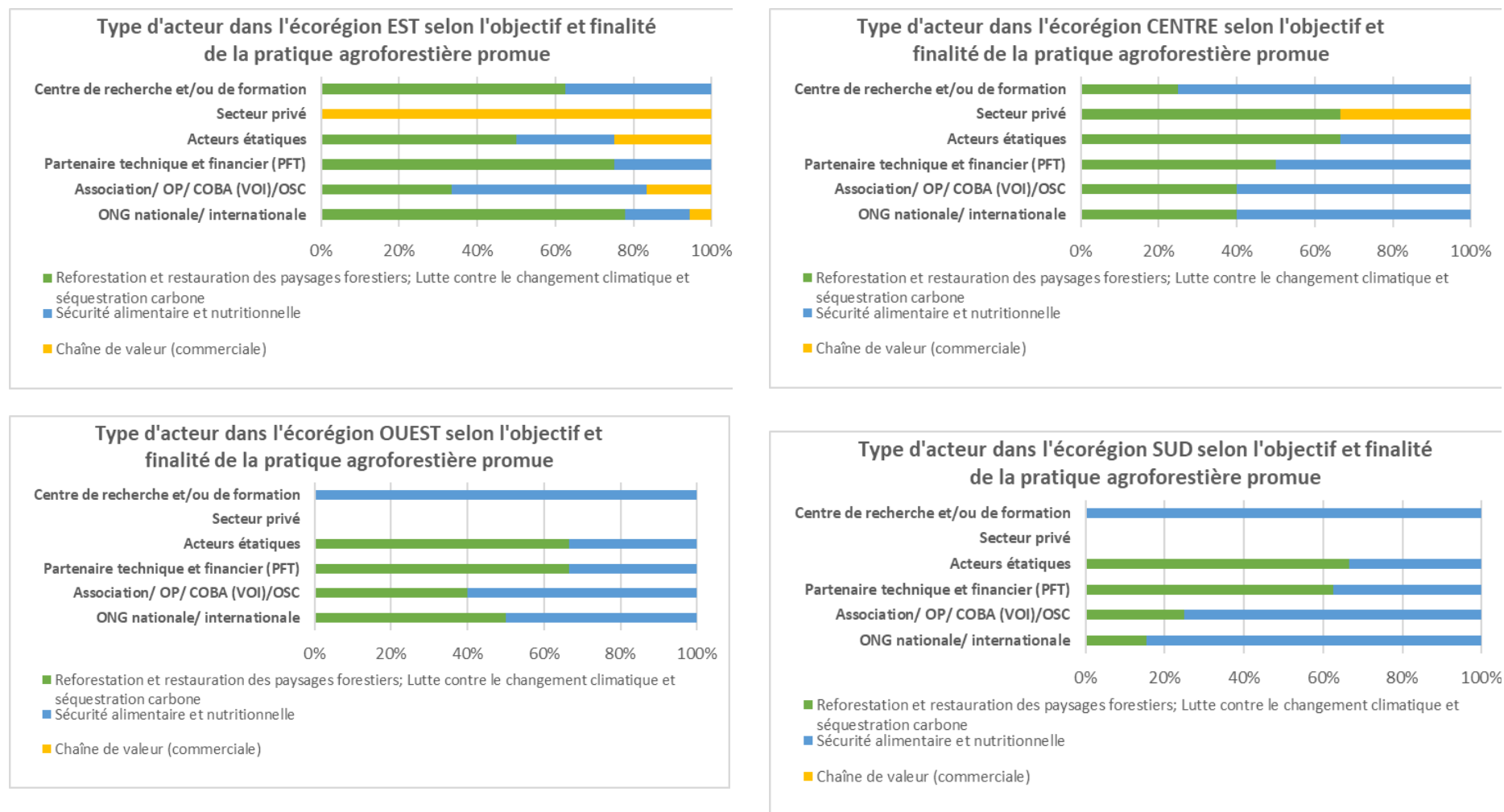


Figure 1: Comparaison des objectifs et finalités de la pratique agroforesterie selon le type d'acteur dans les 04 écorégions

L'objectif des pratiques agroforestières promues à Madagascar varie de la spécificité de chaque écorégion ainsi que la condition de vie des communautés locales (Figure 1). L'écorégion de la forêt humide de l'Est se concentre davantage sur la reforestation et la restauration des paysages forestiers. Tandis que l'écorégion de la haute terre centre et du Sud s'oriente plus sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La lutte contre le changement climatique et la séquestration carbone restent un objectif secondaire mais transversal à l'échelle de chaque écorégion. La figure 1 montre que la chaîne de valeur en relation avec la pratique agroforestière reste moins développée et se focalise sur la culture d'exportation seulement avec les secteurs privés dans l'écorégion de l'Est. Cette situation illustre la tendance nationale à travers la figure 2 suivante :

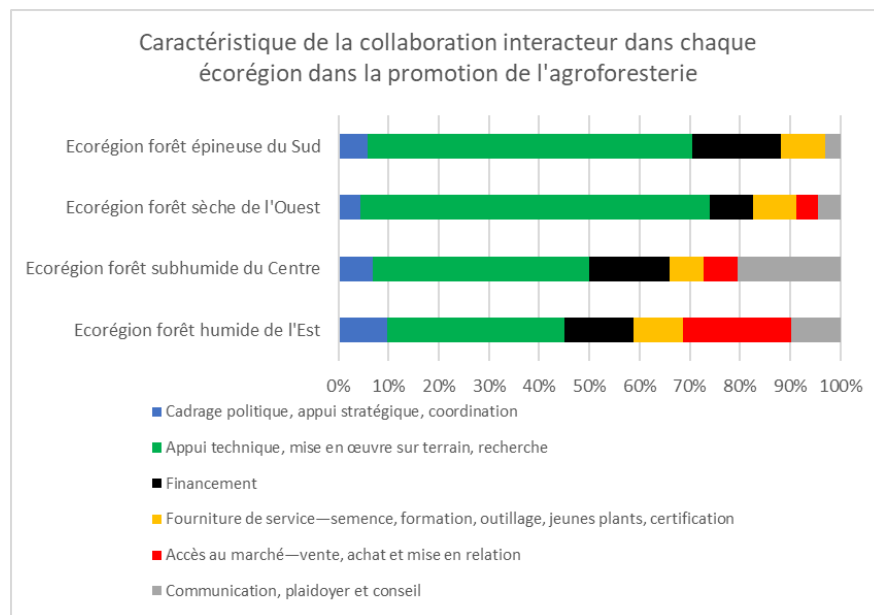


Figure 2: Caractéristique des interventions des acteurs en agroforesterie par écorégion

2.3.1.2. Caractérisation par rapport au type de collaboration entre acteurs

Suivant les consultations avec les différents acteurs, le type de collaboration entre les acteurs se catégorise comme suit :

- Appui dans l'orientation stratégique et cadrage politique ainsi que dans la coordination des interventions
- Appuis technique, mise en œuvre sur terrain et apport intellectuel à partir de la recherche scientifique
- Financement de projet d'agroforesterie
- Fourniture de biens et services comme la semence, la formation, le matériel, etc.
- Appuis à l'accès au marché ; et
- Communication, plaidoyer et conseil

La figure 3 représente le type de collaboration entre les acteurs en termes de la promotion des pratiques agroforestières dans les quatre écorégions de Madagascar.

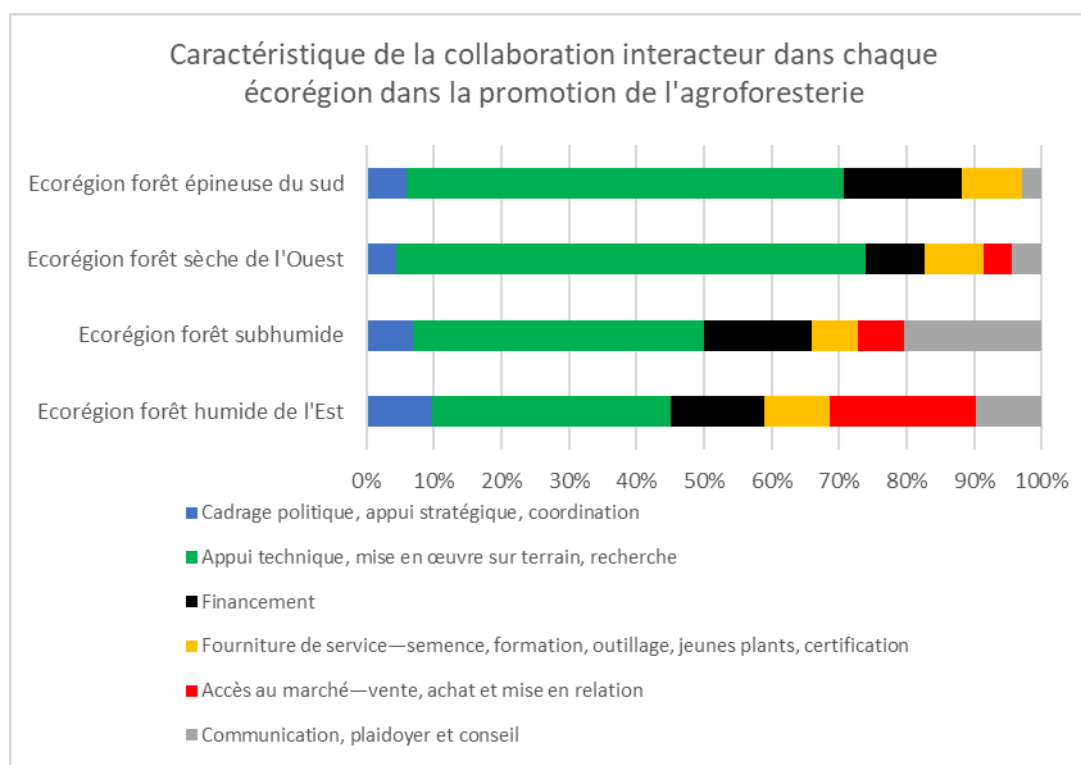


Figure 3: Caractéristique de la collaboration interacteur dans chaque écorégion dans la promotion de l'agroforesterie

La tendance montre que les acteurs actifs dans l'agroforesterie interviennent et collaborent dans les appuis techniques à la mise en œuvre des pratiques. Cela s'explique par la réalité sur terrain, où chaque acteur intervient directement auprès des agriculteurs et de leur partenaire spécifique dans la promotion de l'agroforesterie avec de moindre coordination dans l'intervention. Le facteur de réussite permettant de mettre en échelle cette pratique, comme le financement et le service d'appui, reste moindre, qui peut conduire à de blocage dans sa promotion à grande échelle.

2.3.2. Elaboration de cartographie des acteurs

La catégorisation des acteurs permet d'élaborer la cartographie des acteurs suivant leur interaction dans l'espace. Ci-après l'illustration par écorégion :

Pour faciliter la lecture de la cartographie, il faut prendre en compte des points suivant :

- Les acteurs principaux porteurs d'initiative, ayant comme code couleur le remplissage en blanc, peut apporter ou mener de collaboration diversifiée sur un ou plusieurs acteurs ; c'est-à-dire qu'il peut financer de projet d'aménagement de site agroforestière et donner de formation ou conduire de plaidoyer auprès des autres acteurs.
- La flèche pleine ayant double tête montre que la relation de ces deux acteurs se fait sous forme de collaboration gagnant-gagnant et il existe de concertation continue pour cibler UN ou PLUSIEURS BENEFICIAIRES à appuyer
- La flèche avec de tiret signifie que l'acteur X appuie l'acteur Y pointé par la flèche et il est appelé BENEFICIAIRE
- Si un acteur se situe dans un fond vert (indique l'objectif restauration et reforestation), il n'est pas sûr qu'il n'intervienne pas dans la sécurité alimentaire mais ce fond indique l'objectif principale à la mise en œuvre de l'Agroforesterie

2.3.2.1. Cartographie des acteurs dans l'écorégion forêt humide de l'Est

La figure 4 représente l'interaction des acteurs dans l'écorégion forêt humide de l'Est :

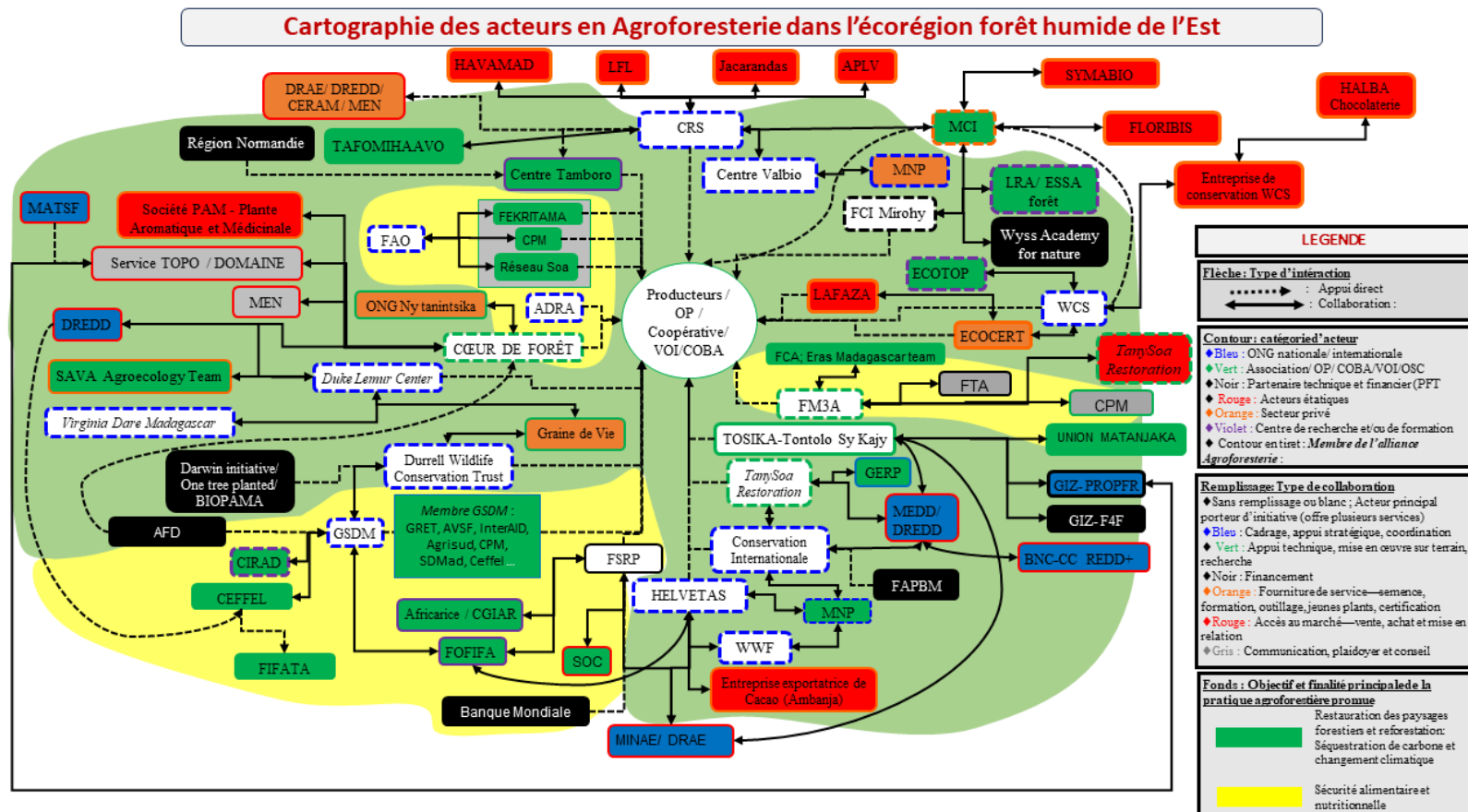


Figure 4 : Cartographie des acteurs dans l'écorégion forêt humide de l'Est

2.3.2.2. Cartographie des acteurs dans l'écorégion forêt subhumide du centre

La figure suivante représente l'interaction des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion forêt subhumide du centre :

Cartographie des acteurs en Agroforesterie dans l'écocorégion forêt subhumide de la haute terre centrale

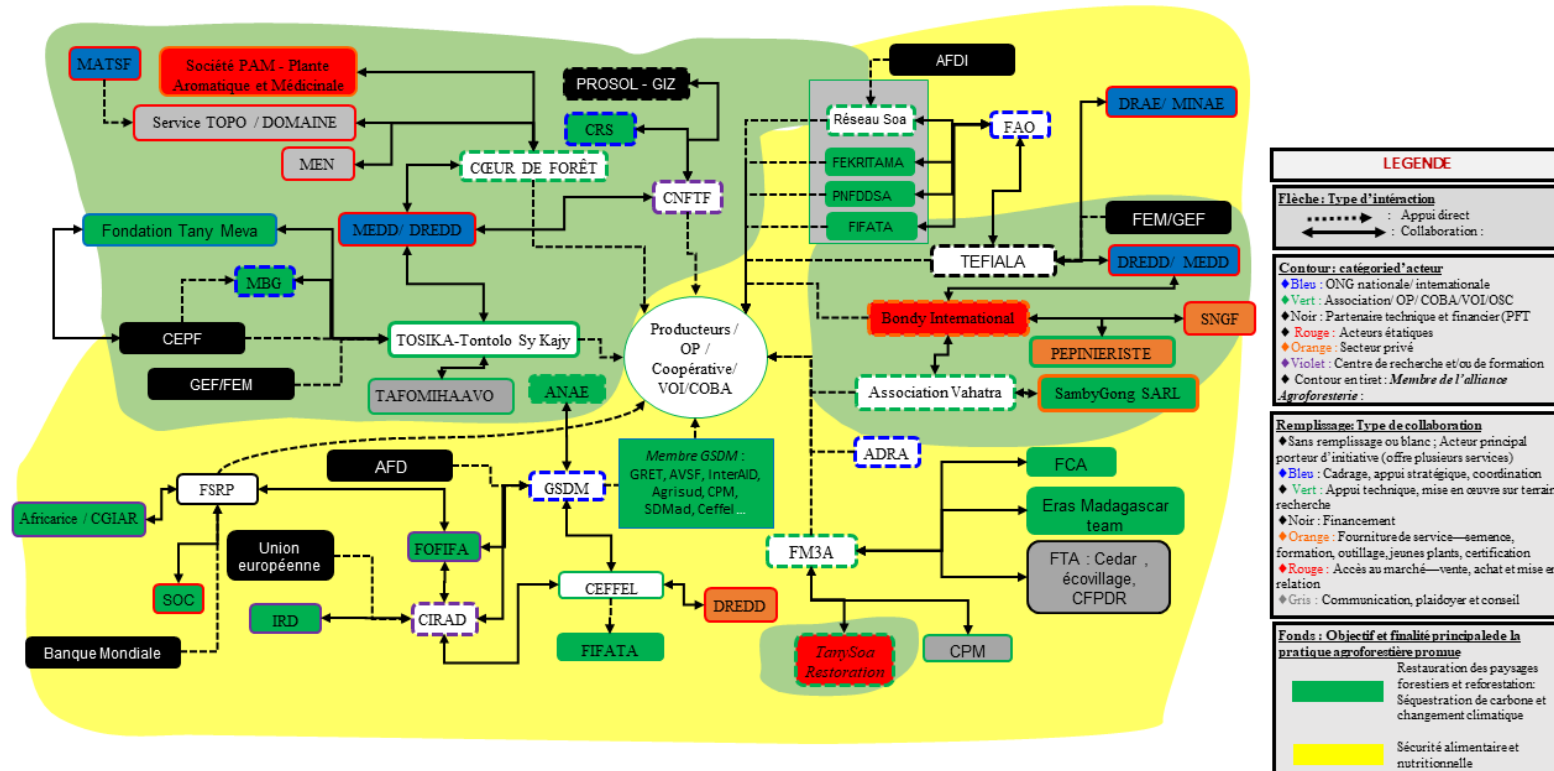


Figure 5 : Cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écocorégion subhumide du centre

2.3.2.3. Cartographie des acteurs dans l'écocorégion forêt sèche de l'Ouest

La figure suivante représente l'interaction des acteurs en agroforesterie dans l'écocorégion forêt sèche de l'Ouest :

Cartographie des acteurs en Agroforesterie dans l'écorégion forêt sèche de l'Ouest

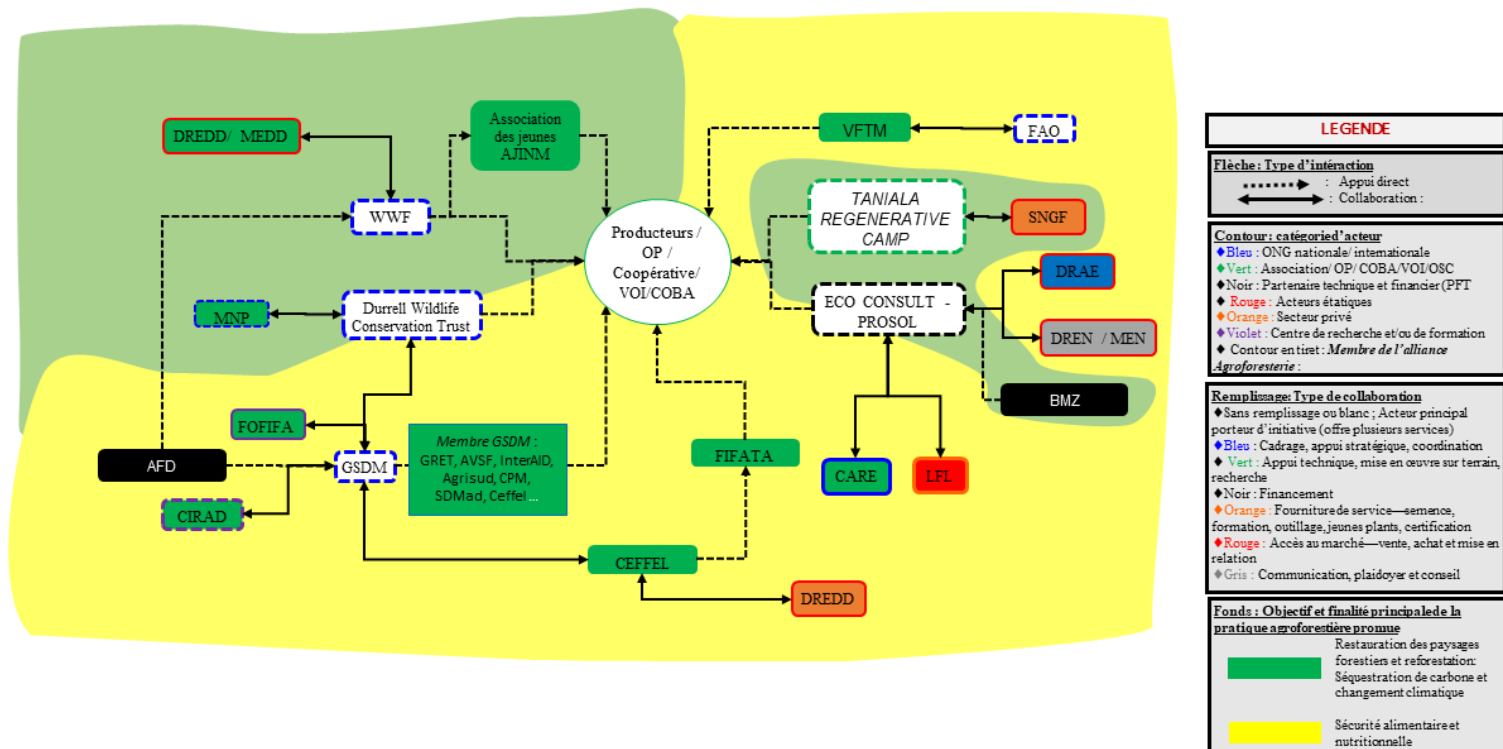


Figure 6 : Cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion forêt sèche de l'Ouest

2.3.2.4. Cartographie des acteurs dans l'écorégion forêt épineuse du Sud

Ci-après la cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion de la forêt épineuse du Sud :

Cartographie des acteurs en Agroforesterie dans l'écorégion forêt épineuse du Sud

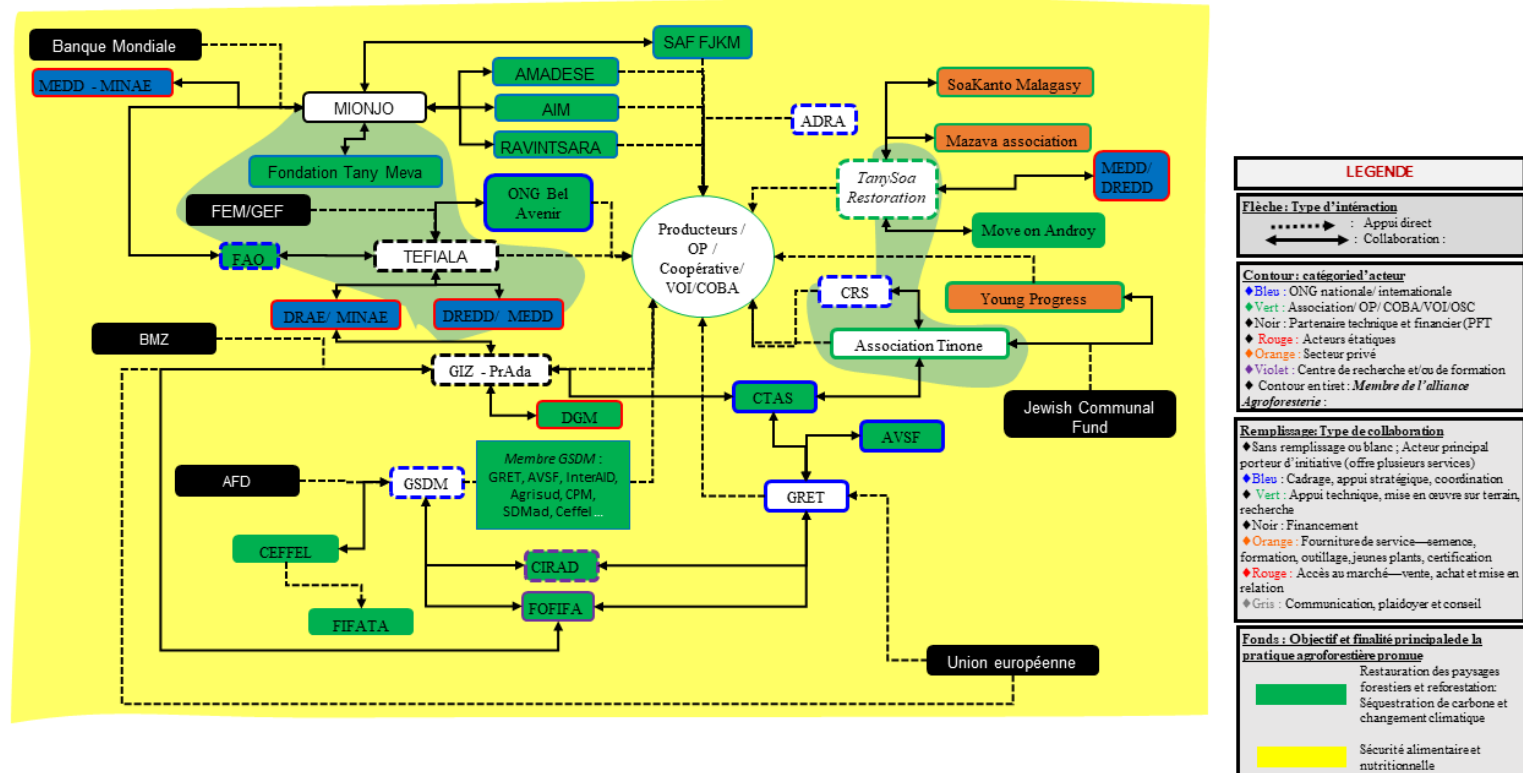


Figure 7: Cartographie des acteurs en agroforesterie dans l'écorégion forêt épineuse du Sud

Afin d'y parvenir, des consultations auprès des différentes parties prenantes (sous forme d'*entretiens directs*, *focus group*, *questionnaire en ligne* et *séance de travail*) ont été réalisées pour permettre d'évaluer leur interaction les unes avec les autres. Ces données ont permis d'établir la Matrice des Influences Directes et Indirectes (MIDI), qui a été traité dans l'outil MACTOR afin de ressortir la graphe d'influence/dépendance ci-dessous. Elle représente à la fois les influences et les dépendances des acteurs à l'échelle territoriale, qui sert de comprendre les relations de pouvoirs entre eux pendant la mise en œuvre de l'agroforesterie.

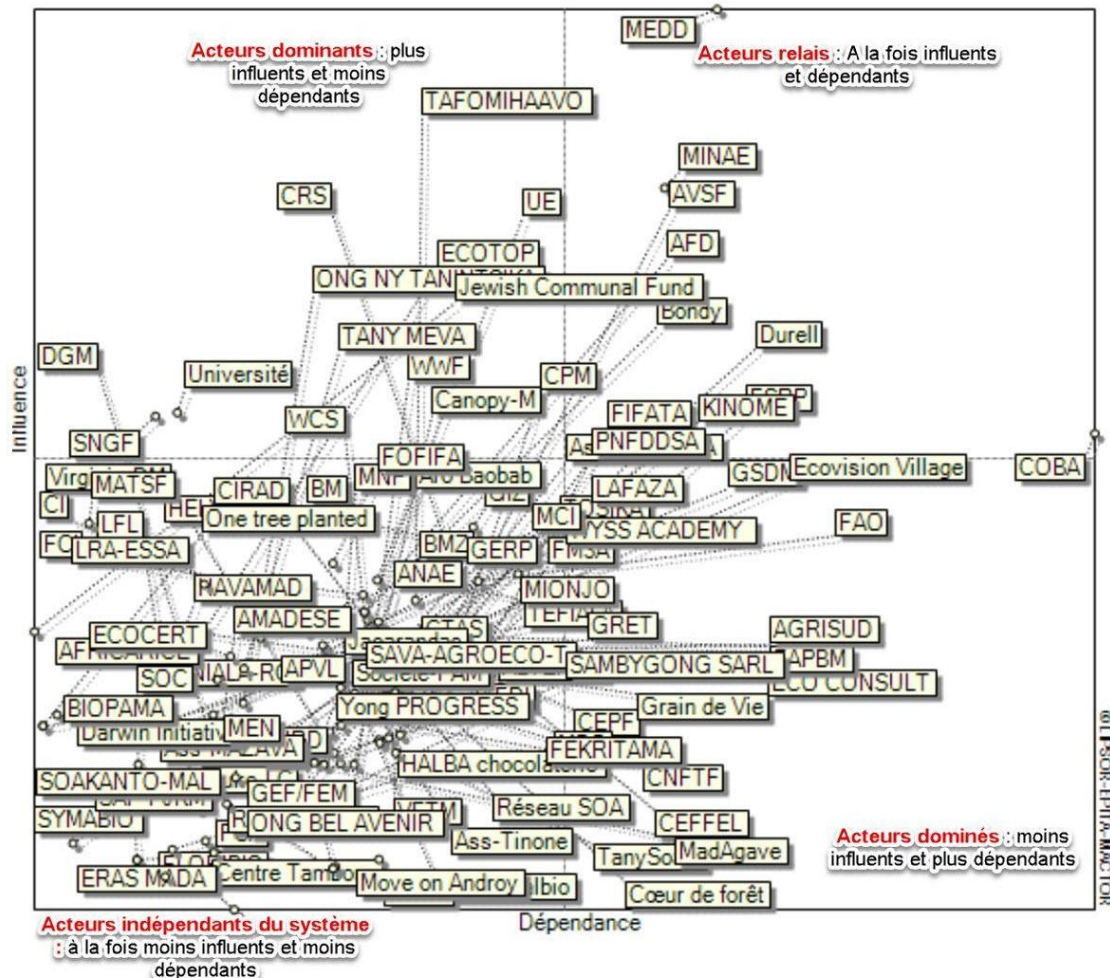


Figure 8: Plan des influences et dépendances entre acteurs

Source : Logiciel MACTOR, 2026

Les résultats présentés (figure 8) reflètent la réalité dans l'organisation des acteurs dans la promotion de l'agroforesterie suivant la discussion avec les parties prenantes pendant les différentes consultations.

La plupart des promoteurs de l'agroforesterie actifs à Madagascar travaillent de façon indépendante. En effet, cette situation reflète l'inexistence du cadrage politique claire dédiée à l'agroforesterie, qui renforce le cloisonnement d'intervention des acteurs rendant handicapé la transition vers ce système durable (RAHARISON, 2024). Malgré l'existence de l'Alliance

agroforesterie de Madagascar qui est opérationnelle depuis 2023, son rôle reste limité actuellement aux échanges, partage et sensibilisation et plaidoyer sur la considération de la thématique du fait de l'absence d'un cadre politique dédié. En effet, la mise en place de cadre politique clair et dédié pour l'agroforesterie permettra de renforcer le rôle de la plateforme étant un outil de mise en œuvre et de coordination vers la mise à l'échelle des pratiques agroforestières.

De plus, seuls deux acteurs ont été démontré en tant qu'**acteurs dominants** dont le SNGF et l'Université, qui s'explique par leur rôle de fournisseur de service dans le système agroforestier, soit respectivement, en tant que **fournisseurs de semence de qualité** permettant de le promouvoir, et de **source de connaissance scientifique** en complément avec les interventions des centres de recherche (LRA/ESSAForêts, FOFIFA, CIRAD, IRD, AFRICARICE). Les entités ministérielles comme le ministère MEDD et MINAE se positionnent en tant qu'acteur relais, c'est-à-dire qu'ils détiennent la **forte position stratégique dans l'implantation de la politique publique** en relation avec la promotion de l'agroforesterie surtout dans le cadrage politique et stratégique. Mais la réalité sur le terrain, qui se manifeste par l'absence de ligne budgétaire spécifique et opérationnelle sur l'agroforesterie dans chaque ministère mère, justifie ce résultat d'analyse sur leur **forte dépendance aux appuis des ONG et des PTF** dans la conduite d'activité sur l'agroforesterie.

Pour le cas de la communauté locale, elle est aussi définie comme acteur relais. Cela signifie qu'elle a une **forte dépendance aux appuis extérieurs** pour mettre en œuvre l'agroforesterie (en termes d'investissement massif généré par la pratique) ; mais son rôle crucial se situe en tant que facteur de réussite des objectifs d'agroforesterie (ONG, Association, PTF) ; c'est-à-dire qu'il peut être de blocage à la mise en échelle de l'agroforesterie s'il n'est pas convaincu sur l'intérêt de cette pratique.

3. RECOMMANDATIONS DANS L'AMÉLIORATION / CRÉATION DE LA POLITIQUE AGROFORESTIÈRE

Les analyses précédentes ont mis en évidence que, malgré une reconnaissance croissante de l'agroforesterie dans les politiques environnementales, climatiques et forestières, Madagascar ne dispose pas à ce jour d'un cadre politique stratégique national spécifique, cohérent et opérationnel dédié à l'agroforesterie. Les recommandations ci-après visent à combler ce vide institutionnel, renforcer la cohérence intersectorielle et favoriser une mise en œuvre efficace, inclusive et durable de l'agroforesterie comme levier de développement rural, de résilience climatique et de restauration des paysages.

L'objectif est que cette section puisse servir directement de base :

- à une politique et/ou stratégie nationale d'agroforesterie, et
- à la note de politique publique (*policy brief*) pour le plaidoyer

3.1 Mise en place d'un cadre politique/stratégique national multisectoriel favorable pour la promotion de l'agroforesterie : stratégie nationale de l'agroforesterie

L'intervention indépendante des acteurs suivant le plan des influences et des dépendances des acteurs dans la partie ci-dessus montre l'importance de l'adoption d'un cadrage politique favorisant la promotion de l'agroforesterie, qui conditionne sa mise en échelle (Rizvi et *al.*, 2024). Il permet de dépasser l'approche fragmentée actuelle et de doter Madagascar d'une vision claire et partagée. Ce cadre devrait être pratique, consensuel et validé par toutes les parties prenantes à partir d'un guide stratégique ou feuille de route nationale qui pourrait être déclinée en guide écorégional.

Il faut savoir que l'exploration des expériences internationales a permis de mettre en évidence plusieurs enseignements clés dont :

- La nécessité d'un cadre politique ou stratégique clair reconnaissant l'agroforesterie comme un système de production et un outil de développement durable ;
- L'importance d'une coordination intersectorielle entre agriculture, foresterie, environnement, foncier et climat ;
- Le rôle central des dispositifs d'accompagnement technique, institutionnel et financier pour favoriser l'adoption à grande échelle ;
- La pertinence de l'ancrage territorial et de la valorisation des pratiques locales et des savoirs endogènes ;
- L'intérêt d'un cadre évolutif, régulièrement actualisé, afin de répondre aux dynamiques socio-économiques et environnementales.

En effet, la stratégie recommandée ci-après devrait contenir au moins les éléments suivants :

- Le concept officiel consensuel de l'agroforesterie adaptée aux réalités socio-économiques et environnementales du pays tout en tenant compte de la diversité de pratique dans chaque écorégion ;

- Les objectifs stratégiques à long terme (sécurité alimentaire et nutrition, diversification des revenus, restauration des paysages, adaptation et atténuation climatiques, bien-être humain) ;
- Les mécanismes institutionnels et techniques nécessaires à sa mise en œuvre.
- Les systèmes financiers adaptés à la mise en place des initiatives agroforestières à chaque niveau (national, régional, local).
- Le système de suivi-évaluation robuste pour mesurer l'efficacité des politiques et ajuster les interventions afin de balancer la mise en œuvre sur terrain de la politique
- Le processus de mise à jour du document cadre selon l'évolution des priorités du pays

Dans le ***cas de l'élaboration d'une politique nationale d'agroforesterie***, les différentes analyses précédentes ont montré que l'établissement d'une politique à part pour l'agroforesterie semble un long chemin tout en tenant compte du contexte local sur la dépendance de l'intervention internationale dans la mise en œuvre de ses politiques publiques. L'expérience internationale montre que l'élaboration de stratégie permet d'orienter les secteurs connexes à l'agroforesterie dans la conception et mise à jour des documents politiques.

En effet, la proposition porte sur **l'élaboration de stratégie nationale sur l'agroforesterie** puisque, d'une part, l'agroforesterie fait partie de la composante de l'agroécologie qui porte déjà de projet d'élaboration de politique sur l'agroécologie (*initiative en cours*) par GSDM, et d'autres parts, le cadrage politique sectoriel existant présente déjà des opportunités majeures en tant que document de cadrage institutionnel. De plus, la stratégie nationale est un document plus opérationnel qui pourrait être décliné en stratégie régional-écorégional voir local afin d'assurer la pertinence et l'adéquation des actions menées au niveau territoire. Cet effort peut être aligné aussi par les initiatives en cours menées par le ministère de l'aménagement de territoire dans la reformulation leur intervention par l'élaboration des documents de planification multisectoriel au niveau local (SAC, SRAT).

Plus spécifiquement, ci-après la justification portant sur l'élaboration de la stratégie nationale :

Avantages	• Mise en valeur des cadres existants cohérent à l'agroforesterie (SNRPF, AFR100, REDD+, PSAEP, POLFOR, ...etc) • Dispositif d'accompagnement technique, institutionnel et financier à l'échelle nationale • Outil de coordination intersectorielle efficace pour assurer l'engagement des parties prenantes (foresterie, sécurité alimentaire et nutrition, foncier, environnement et climat) • Possibilité de mise à jour et réorientation des priorités selon l'évolution socio-économique et environnemental du pays
------------------	---

Finalités	• Stratégie nationale claire sur l'agroforesterie, alignée aux priorités de développement durable et de restauration des paysages forestiers. • Garantir la sécurisation foncière des producteurs engagés dans l'agroforesterie pour encourager les investissements à long terme. • Intégrer l'agroforesterie dans les documents de planifications. • Améliorer l'accès aux intrants et au matériel végétal de qualité • Promouvoir l'apprentissage par la démonstration, en développant des sites pilotes gérés par des producteurs leaders servant de modèle aux communautés.
Envergure	Reconnaissance au niveau territoriale (national, régional) et internationale
Opportunité	Cohérent avec les initiatives en cours : « Plaidoyer de la création de politique agroécologie » favorisant le développement du document en tant qu'outil de mise en œuvre de cette politique Existence de l'alliance agroforesterie de Madagascar ayant d'envergure internationale avec le réseau d'agroforesterie internationale
Processus	• Analyse du contexte socio-économique et politique de l'Agroforesterie (en cours et acquis) • Processus de plaidoyer multi acteur intégrant tous les acteurs du système tout au long du processus, de l'agriculteur aux décideurs politique et bailleurs • Développement de la stratégie et validation de façon participative et inclusion • Formalisation de l'Alliance Agroforesterie de Madagascar en tant qu'outil de mise en œuvre de la stratégie • Mise en œuvre de la stratégie • Suivi-évaluation
Prérequis	• Information et communication continue et constante pour maintenir le dynamique acteur • Plaidoyer multi-niveau tout au long du processus
Risques	• Changement de priorité gouvernemental • Dynamique acteurs

3.2. Mise en place d'incitations économiques et financières adaptées et de fonds national sur l'agroforesterie

Le développement et la durabilité des systèmes agroforestiers à Madagascar nécessitent des mécanismes économiques et financiers adaptés aux cycles longs de production, aux investissements initiaux élevés et aux bénéfices différés dans le temps. Actuellement, bien que plusieurs mécanismes de financement liés au climat, à l'environnement et au développement rural soient mobilisables et déployés à Madagascar, l'agroforesterie n'y est que partiellement intégrée, souvent de manière indirecte et fortement dépendante des projets.

Il s'agit d'un côté de valoriser les mécanismes financiers opérationnels au niveau secteur et de structurer et institutionnaliser des mécanismes financiers spécifiques pour l'agroforesterie afin de sécuriser les investissements des producteurs, de valoriser les services écosystémiques fournis par l'agroforesterie et de favoriser un passage à l'échelle nationale. Ci-après quelques pistes pour l'intégration de l'agroforesterie dans les mécanismes financiers :

- Reconnaissance explicite de l'agroforesterie dans les mécanismes de financement climat et environnement : REDD+, Fonds Vert pour le climat, Fonds pour l'Environnement Mondial, ARF100.
- Développement de mécanismes de paiement pour services écosystémiques (PSE)
- Adaptation des dispositifs de crédit agricole aux cycles agroforestiers
- Structuration des chaînes de valeur agroforestières et mobilisation du secteur privé

En effet, la mise en place d'un mécanisme de financement durable est essentielle. L'analyse des acteurs montre que plusieurs bailleurs contribuent à la promotion de la technique agroforestière à Madagascar comme l'AFD, la banque mondiale, l'Union européenne, la GIZ à travers le BMZ, *Wyss academy for nature*, BIOPAMA, *One tree planted*, ...même s'il se situe en tant que « Acteurs indépendants » dans le système ; c'est-à-dire que leur financement est rarement spécifique pour le projet d'agroforesterie mais pouvant être des projets connexes contribuant à l'objectif de l'agroforesterie ou contenant d'activité d'agroforesterie. Par contre, l'existence de ces bailleurs présente déjà une opportunité majeure pour l'effectivité de ce mécanisme de financement relatif à l'agroforesterie. Il est alors primordial de mettre en place **un fonds national sur l'agroforesterie** pour garantir la continuité des initiatives existantes en basant sur la **mobilisation des ressources internes** (comme le Fonds de développement agricole, fonds forestier national, investissement privé, ou autres) et **de ressources externes** venant des donateurs ou des bailleurs spécifiques. Pour le cas du fonds forestier national, la nouvelle politique forestière actualisée (2017) s'engage dans son objectif 3.2⁶ l'amélioration de la gouvernance du secteur forestier, surtout dans la meilleure répartition et utilisation de ce fonds, qui présente déjà une opportunité pour l'Agroforesterie. Il faut reconnaître que la mise en échelle de l'agroforesterie est conditionnée par deux facteurs interdépendants, d'une part par la disposition d'un cadrage politique opérationnel, et d'autre part d'un système de financement durable pour l'accompagner (Rizvi et al., 2024). La gestion du fonds sera sous la coordination de la structure de coordination intersectorielle à mettre en place. Il est à noter que l'accès au fonds doit tenir en compte du principe d'équité, transparence et d'inclusion sociale

⁶ Orientation 3 - Objectif 3.2 « Réviser l'utilisation et l'affectation des Fonds Forestiers en faveur de la gestion durable et efficace des ressources »

en priorisant les porteurs d'initiatives locaux comme les ONG, Association et COBA afin d'optimiser les impacts sur le terrain.

3.3. Mise en place d'une structure la coordination intersectorielle au niveau national, régional et local

Compte tenu du caractère multisectoriel de l'agroforesterie, il est essentiel de renforcer les mécanismes de coordination entre les secteurs concernés pour favoriser la synergie, la complémentarité et la cohérence entre les secteurs, les initiatives et interventions relatives à l'agroforesterie à l'échelle nationale, régionale et locale. Cela facilitera à :

- L'harmonisation des initiatives en cours en cohérence et relative à l'agroforesterie afin d'éviter la dispersion des efforts et la dépendance excessive aux projets
- La mise en cohérence et synergie des différentes initiatives sectorielles
- L'accès des différentes parties prenantes de l'agroforesterie au renforcement de capacité technique

Pour se faire, les recommandations clés concernent à :

- Mettre en place **une structure nationale formelle de coordination intersectorielle au niveau ministère** sur l'agroforesterie, associant les ministères concernés notamment l'agriculture, de l'environnement, de la foresterie, du foncier, éducation, commerce, de l'aménagement du territoire ainsi que les autres acteurs regroupés dans l'alliance agroforesterie de Madagascar (AAM). Cette structure assurera les rôles de stockage des données, promotion et capitalisation de la pratique agroforestière, harmonisation des interventions sectorielles suivant l'objectif de l'agroforesterie, plaider dans l'intégration de l'agroforesterie dans des politiques et lois sectorielles et l'opérationnalisation du mécanisme de financement ainsi que la gestion de fonds national relatif à l'agroforesterie.
- Reconnaître et institutionnaliser l'Alliance Agroforesterie de Madagascar (AAM) comme plateforme nationale multi-acteurs de concertation, de capitalisation, de partage et d'appui au plaidoyer politique, qui assurera la **représentation des parties prenantes de l'agroforesterie dans la structure nationale de coordination intersectorielle**
- Mettre en place une déclinaison régionale de cette structure de coordination en valorisant les cellules de coordination existantes comme le groupe thématique (GTCC, GTRPF), plateforme (AAM, Bas Mangoky, Bois énergie, ...), Task force nationale de l'Agriculture de conservation (TFNAC) ;

3.4. Renforcement des actions d'information, d'éducation et de communication de l'agroforesterie à l'échelle nationale, régionale et locale

Il s'agit de l'élaboration et d'opérationnalisation d'un référentiel technique national adaptés au niveau écorégion de Madagascar spécifique pour l'agroforesterie. L'intérêt de ce référentiel est d'harmoniser les approches promues par les parties prenantes déjà déployées sur le

terrain ainsi que de renforcer les compétences des adoptants et des vulgarisateurs dans la diffusion des techniques agroforestières à l'échelle régionale et locale.

Les recommandations concernent :

- Le développement du référentiel technique national adapté tout en tenant compte des objectifs des Agriculteurs et des conditions pédoclimatiques de chaque écorégion suivant les analyses ci-dessus ;
- La mise en place d'un processus d'opérationnalisation et de diffusion du référentiel incluant le système de suivi-évaluation et de capitalisation.
- Le développement d'une stratégie et d'une entité de communication de l'agroforesterie à travers les expériences de l'Alliance agroforesterie de Madagascar.

3.5. Vers la réglementation de l'exploitation et la commercialisation des produits agroforestiers

L'agroforesterie, étant à but production, il est essentiel de faciliter l'exploitation et la commercialisation des produits agroforestiers que ce soit au niveau des produits agricoles mais aussi les arbres dans les parcelles agricoles. L'expérience des Indous sur la reconnaissance des statuts des arbres en milieu agricole est une piste de réflexion pour optimiser le bénéfice des exploitants. L'allègement de la réglementation sur la coupe et la commercialisation de bois issus de la parcelle d'agroforesterie comme le cas de l'Inde ne suffit pour le cas de Madagascar mais il faut s'accompagner d'un dispositif de suivi rigoureux de la part du Cantonnement de forêt (DREDD/MEDD) afin de réduire le risque sur la forêt naturelle. Par exemple, il faut émettre un statut spécifique sur les arbres dans la parcelle d'agroforesterie par l'intermédiaire d'un certificat établi de façon participative en intégrant les STD et la communauté locale. Mais cette initiative est conditionnée par la mise à jour spécifique de la politique forestière malagasy (Loi n° 97-017).

Les pistes à exploiter concernent :

- Développement de label « agroforestier » pour les produits agricoles issus de la pratique agroforestière tout en valorisant les expériences en produit agroécologique
- Etablissement de norme standard sur les produits agroforestiers sur la base des expériences des différents labels des produits agricoles à l'échelle nationale (Biologique, SPG⁷) et internationale (zéro déforestation, Label *rainforest*, ...)
- Plaidoyer auprès du ministère MEDD sur la révision de la réglementation sur l'exploitation et commercialisation des bois notamment sur les essences à l'intérieur de la parcelle agroforestière, inspirant du cas de l'Inde.

3.6. Renforcement de l'inclusion sociale, du genre et de la jeunesse

L'agroforesterie doit contribuer de manière tangible à l'amélioration du bien-être humain et à la réduction des inégalités. En tant que pratiquent nécessitant d'investissement à long terme (capital, travail, terre) et compte tenu du niveau de pauvreté local (Banque mondiale, 2016), la disponibilité de fonds national sur l'agroforesterie recommandé ci-dessus permettra de réduire cette vulnérabilité, compte tenu des expériences kenyane sur le défi concernant la

⁷ SPG : Système participatif de garantie

pauvreté en tant que facteur limitant à la mise en échelle de l'agroforesterie. Ainsi, les recommandations incluent :

- Faciliter l'accès des jeunes au foncier et aux opportunités économiques agroforestières. L'accès au terrain agricoles certifiés (Carte Foncier ou Titre Foncier) pour les jeunes pour des projets agroforestières devraient être priorités et intégrés dans le financement rural comme le Fonds de développement agricole (FDA).
- Promouvoir des chaînes de valeur agroforestières inclusives favorisant l'autonomisation économique des femmes et des jeunes tout en incitant les secteurs privés déjà impliqués dans le processus : HALBA Chocolaterie, FLORIBIS, SYMABIO, Jacarandas, HAVAMAD, LAFAZA, L'implication des secteurs privés doit être dans une démarche de gagnant-gagnant, non seulement sur le plan économique mais jusqu'à l'environnement et la biodiversité en mettant au centre les producteurs (Agriculteurs individuels, coopérative, association)
- Intégrer systématiquement les dimensions genre et jeunesse dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques agroforestières de manière à ce qu'il y a une équilibre entre genre dans tout le processus de consultation et chaque décision prise doit tenir compte de l'intérêt de tout type de genre.

3.7. Processus continu de plaidoyer à l'intégration de l'agroforesterie dans les politiques sectorielles existantes

Étant une thématique multisectorielle, l'agroforesterie doit être explicitement intégrée et opérationnalisée dans les politiques sectorielles clés afin d'assurer leur cohérence et leur efficacité. Le résultat de l'étude montre que le manque de coordination des différents secteurs et le cloisonnement des interventions des acteurs sont des facteurs limitant à la réussite de cette transition vers l'agroforesterie, pas seulement en termes d'intervention technique mais tout au long du processus d'élaboration et/ou mis à jour des documents politiques et stratégiques sectoriels (environnement et biodiversité, résilience climatique, sécurité alimentaire et nutrition, lutte contre l'érosion, etc). En effet, le plaidoyer doit être de façon continue, non seulement auprès des décideurs politiques mais à tout type d'acteur concerné puisque le développement de l'agriculture de conservation comme l'agroforesterie est porté par des multitudes d'acteurs (RAHARISON, 2024).

Dans un premier temps, il est nécessaire de renforcer l'intégration de l'agroforesterie dans les cadres sectoriels en vigueur durant leur mis à jour spécifique. Le prérequis essentiel est de s'informer sur les processus de mise à jour en cours et d'y apporter l'intérêt de l'agroforesterie par la structure de coordination. Le tableau suivant informe sur les pistes d'intégration de l'agroforesterie au niveau sectoriel.

Tableau 3 : Intégration sectorielle de l'agroforesterie

Secteur	Recommandations principales
Agriculture	Intégrer l'approche de l'agroforesterie comme pilier de l'agroécologie et de l'agriculture climato-intelligente ; Adapter les services de conseil agricole en intégrant la thématique d'agroforesterie Intégrer dans le système de renforcement de capacité du ministère MINAE la thématique d'agroforesterie

Foresterie	Reconnaître juridiquement les parcelles agroforesterie comme propriété privé ; simplifier les règles de valorisation des produits ligneux agroforestiers tels que les bois qui poussent dans les parcelles agroforestières.
Foncier	Sécuriser les droits fonciers individuels et collectifs sur les systèmes agroforestiers Reconnaître l'agroforesterie comme un système de mise en valeur de terre
Climat et environnement	Favoriser le financement de projet d'agroforesterie dans les cadres REDD+, NDC et MRV
Education	Intégration d'une déclinaison du référentiel technique national en agroforesterie dans le cursus scolaire
Gestion du feu	Valoriser l'agroforesterie comme outil de prévention et de gestion intégrée des feux

Aussi, la communication rigoureuse dans actions relatives à l'agroforesterie que ce soit au niveau stratégique et opérationnel est primordiale pour que la thématique puisse prendre de position et de notoriété à l'échelle nationale, régionale et locale mais aussi pour garder la dynamique des acteurs.

4 CONCLUSION

La présente étude a permis d'analyser de manière approfondie le cadre politique, institutionnel et opérationnel relatif à l'agroforesterie à Madagascar. Les résultats mettent en évidence l'existence d'une diversité importante de pratiques agroforestières issues à la fois des savoirs paysans traditionnels et des initiatives récentes portées par les projets de développement, les organisations de la société civile et les institutions de recherche. Ces systèmes agroforestiers contribuent à la diversification des moyens de subsistance, à la restauration des paysages dégradés, ainsi qu'à l'amélioration de la résilience des systèmes agricoles face aux changements climatiques et aux pressions environnementales.

Toutefois, l'analyse du cadrage politique révèle que, malgré une reconnaissance croissante de l'agroforesterie dans certaines politiques environnementales, forestières et climatiques, Madagascar ne dispose pas encore d'un cadre politique national spécifique, cohérent et opérationnel dédié à cette approche. Cette situation se traduit par une fragmentation institutionnelle, une coordination encore limitée entre les secteurs concernés (agriculture, foresterie, environnement, foncier et climat) ainsi qu'une dépendance importante vis-à-vis des initiatives de projets et des appuis des partenaires techniques et financiers.

L'analyse des parties prenantes a également mis en évidence la pluralité des acteurs impliqués dans la promotion de l'agroforesterie, incluant les institutions publiques, les ONG, les organisations paysannes, les centres de recherche, les partenaires techniques et financiers ainsi que les communautés locales. Si cette diversité constitue un atout potentiel pour le développement du secteur, elle nécessite néanmoins une meilleure coordination et une vision stratégique partagée afin d'éviter la dispersion des initiatives et de favoriser la capitalisation des expériences existantes.

Au regard de ces constats, le renforcement du cadre politique apparaît comme un levier déterminant pour favoriser la mise à l'échelle de l'agroforesterie à Madagascar. Cela peut se

traduire soit par l'élaboration d'un cadre politique nationale spécifique, soit par la mise en place d'une stratégie intersectorielle intégrant explicitement l'agroforesterie dans les politiques agricoles, forestières, foncières et climatiques. L'enjeu central réside dans la capacité à construire un cadre cohérent, inclusif et opérationnel, fondé sur la concertation des acteurs et adapté aux réalités écologiques et socio-économiques des différentes écorégions du pays.

En somme, l'agroforesterie représente une opportunité stratégique pour concilier développement agricole, restauration des écosystèmes et amélioration des conditions de vie des communautés rurales. La mise en place d'un cadre politique renforcé, accompagné de mécanismes institutionnels, techniques et financiers appropriés, constitue une condition essentielle pour valoriser pleinement le potentiel de l'agroforesterie dans la transition vers des systèmes de production plus durables à Madagascar.

5 REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Documents scientifiques et rapport d'étude consultés :

- ANDRIAMIRIJA, M. 2017. *Sécurisation foncière pour la gestion de l'espace-ressource et la promotion des investissements agricoles familiaux*. Mémoire de fin d'étude, ESSA, Université d'Antananarivo. 54 p.
- AUBERT-GILON, S. 2012. La gestion du foncier forestier : une opportunité pour le développement durable. In : KARPE, P. et al. *La gestion intégrée des ressources naturelles renouvelables à Madagascar*. CITE, pp.105-115.
- Banque Mondiale. 2016. *Agriculture et développement rural à Madagascar – Background papers*. 301 p.
- Banque Mondiale. 2021. *Madagascar Agricultural Sector Review: Improving Agricultural Productivity and Market Access*. Washington, DC.
- CIFOR-ICRAF. 2019. *Agroforestry for Landscape Restoration*. Bogor.
- CIFOR-ICRAF. 2022. *Transforming Food Systems with Trees: Global Agroforestry Assessment*. Bogor.
- CIRAD. 2022. *Agroforesterie et gestion durable des ressources*. Montpellier.
- FAO. 2013. *Advancing Agroforestry on the Policy Agenda: A Guide for Decision-Makers*. Rome.
- FAO. 2023. *State of the World's Agroforestry*. Rome.
- FAO. 2025. *Agroforestry: Overview and Global Perspectives*. Rome.
- Fabrice Lhériteau et al. 2020. *Stratégie de développement de l'agroécologie dans le grand sud malgache*. GRET. 63 p.
- GARRITY, D.P. 2010. Evergreen Agriculture. *Food Security*, 2(3), pp.197–214.
- GLOBAL AGROFORESTRY (ICRAF). 2013. *Agroforestry and Sustainable Agricultural Landscapes*. Nairobi.
- GSDM / CIRAD. 2014. *Agroecology : un nouveau paradigme pour une production agricole durable ?* 8 p.
- ICRAF. 2020. *Agroforestry Systems in Sub-Saharan Africa*. Nairobi.
- ICRAF / CIFOR. 2022. *Agroforestry Systems and Practices*.
- INSTAT. 2021. *Enquête Nationale Agricole Madagascar*. Antananarivo.
- IPCC. 2019. *Climate Change and Land: Special Report*.
- Martin, D., Wurz, A., et al. 2021. *Vanilla Agroforestry Systems in North-Eastern Madagascar*. Agroforestry Systems.
- MEDD. 2019. *Guide des essences pour la restauration des paysages forestiers à Madagascar*.
- NAIR, P.K.R. 1993. *An Introduction to Agroforestry*. Kluwer Academic.
- NAIR, P.K.R., GARRITY, D. 2012. *Agroforestry – The Future of Global Land Use*. Springer.
- NOHARINJANAHARY, E.S. 2018. *Enjeux de la sécurisation foncière*. Mémoire ESSA. 74 p.
- RAHARISON, T.S., et al. 2016. *Capitalisation de l'agroécologie à Madagascar*. GSDM. 110 p.

- RAHARISON, T.S., et al. 2022. Gestion de la fertilité des sols. *Journal de l'Agroécologie*, n°13.
- RAHARISON, T.S. 2024. *Conditions politiques et institutionnelles de la transition agroécologique à Madagascar*. Thèse, Montpellier.
- Rakotovao, N., et al. 2017. *Carbon Stock Assessment in Agroforestry Systems in Madagascar*.
- Raveloaritiana, E., et al. 2023. *Ecosystem Services in Malagasy Agroforestry Systems*. Sustainability.
- RIZVI, J., et al. 2024. Agroforestry policy in India. *Indian Journal of Agroforestry*.
- ROSENSTOCK, T., et al. 2019. Ecosystem services in agroforestry. *Nature Sustainability*.
- TORQUEBAU, E. 2022. *Livre de l'Agroforesterie*. Actes Sud.
- WORLD BANK. 2020. *Forests, Trees and Landscape Restoration in Africa*.
- Zaehring, J.G., et al. 2017. *Land Use Dynamics in Madagascar*. Biological Conservation.
- ZOMERS, Z., et al. 2016. Tree cover and carbon in agroforestry. *Scientific Reports*.

Liste des documents politiques consultés

- République de Madagascar. 2021. *Plan Émergence Madagascar*.
- République de Madagascar. 2021. *Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques révisée*.
- MEDD. 2015. *Stratégie nationale de restauration des paysages forestiers*.
- MEDD. 2016. *Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité (SPANB 2015–2025)*.
- MEDD. 2018. *Stratégie Nationale REDD+ Madagascar*.
- MEDD. 2021. *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA)*.
- MEDD. 2021. *Rapport sur les stocks de carbone forestier à Madagascar*.
- MEDD. 2023. *Stratégie nationale genre et changement climatique*.
- ONE. 2020. *Rapport sur l'état de l'environnement à Madagascar*.
- Politique Forestière Nationale actualisée (2017).
- Politique Nationale d'Adaptation au Changement Climatique (PNA).
- Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC).
- Plan national d'action multisectorielle pour la nutrition 2022–2026.
- Ministère de l'Eau. 2013. *Stratégie nationale eau, assainissement et hygiène*.
- Ministère de l'Agriculture. 2015. *PSAEP/PNIAEP 2016–2020*.
- MEPATE. 2015. *Lettre de politique foncière 2015–2030*.
- MEPATE. 2015. *Recueil de textes sur le foncier*.

Liste de lois et décrets consultés :

- **Secteur Forêts et Environnement**
 - Loi forestière n° 97-017 portant législation forestière

- Décret n°2017-376 du 16 mai 2017 portant adoption de la politique forestière nationale actualisée
- Ordonnance n° 60-127 fixant le régime des défrichements et des feux de végétation
- Décret n° 98-782 relatif au régime de l'exploitation forestière
- Décret n° 2000-383 du 7 juin 2000 sur le reboisement
- Loi GELOSE n° 96-025 relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables (GELOSE)
- Loi n° 2001-122 fixant les conditions de mise en œuvre de la gestion contractualisée des forêts de l'Etat (GCF)
- Décret n°2010-141 portant sur interdiction de la coupe, d'exploitation et d'exportation de bois de rose et de bois d'ébène à Madagascar
- Décret n° 2016-128 portant adoption de la Stratégie et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité de Madagascar de 2015 à 2025
- **Secteur Agriculture et Elevage**
 - Ordonnance n° 62-123 sur le classement en zone à vocation forestière, pastorale ou agricole sur les terres de Madagascar.
 - Loi n° 66-025, du 19 décembre 1966, tendant à assurer la mise en culture des terres à vocation agricole
 - loi n°2020-003 sur l'Agriculture biologique
- **Secteur eau**
 - La loi n° 98-029 du 20 janvier 1999 portant Code de l'eau
- **Secteur Foncier et Aménagement du territoire**
 - Loi n°2005-019 sur le statut des terres
 - Loi n° 2015-052 sur l'aménagement du territoire

Sources issues d'échange sur l'Agroforesterie

Atelier d'échange en faveur de l'agroforesterie. 2026. *Compte rendu de l'atelier national sur le développement de l'agroforesterie à Madagascar*, tenu le 27 janvier 2026 à Radisson Blu Hotel Antananarivo.

6 ANNEXES

6.1 ANNEXE 1 : Policy brief/ Note politique publique

NOTE DE POLITIQUE PUBLIQUE

Vers un cadre stratégique intégré pour le développement de l'agroforesterie à Madagascar



Photo 09 : Parcelle agroforestière aménagée dans les Hautes Terres Centrale (Vontovorona)

Source : SR Consulting

1. Contexte et justification

L'agroforesterie, entendue comme l'intégration intentionnelle des arbres dans les systèmes agricoles et pastoraux, est aujourd'hui reconnue comme une approche structurante pour répondre aux défis liés à la dégradation des terres, à la sécurité alimentaire et au changement climatique dans les pays tropicaux (FAO, 2023 ; CIFOR-ICRAF, 2022). Dans le contexte malgache, cette approche revêt une importance particulière compte tenu de la forte dépendance des ménages ruraux à l'agriculture et de la pression croissante exercée sur les ressources naturelles (INSTAT, 2021 ; MEDD, 2021).

À Madagascar, l'agriculture familiale constitue la principale source de subsistance pour plus de 70 % de la population, mais elle est confrontée à une dégradation progressive des sols, à une baisse de fertilité et à une variabilité climatique accrue (World Bank, 2021 ; MEDD, 2021). Dans ce contexte, l'agroforesterie apparaît comme une solution adaptée permettant d'améliorer la productivité agricole tout en renforçant la résilience des systèmes de production face aux aléas climatiques (CIRAD, 2022 ; ICRAF, 2020).

Les études menées dans différentes régions de Madagascar montrent que les systèmes agroforestiers, notamment dans les zones de cultures de rente comme la vanille, le café et le girofle, permettent de concilier production agricole et conservation de la biodiversité (Martin et al., 2021 ; Raveloaritiana et al., 2023). Ces systèmes contribuent également à la régulation hydrique, à la protection des sols et à la séquestration du carbone, renforçant ainsi leur rôle dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation climatique (Rakotovao et al., 2017 ; MEDD, 2018).

Malgré cette importance, l'agroforesterie reste encore insuffisamment structurée dans les politiques publiques nationales, ce qui limite son potentiel de mise à l'échelle et son intégration dans les stratégies de développement rural (CIFOR-ICRAF, 2022 ; ONE, 2020).

2. Cadre politique existant et limites

L'agroforesterie est aujourd'hui intégrée de manière transversale dans plusieurs cadres politiques nationaux, notamment la Stratégie Nationale REDD+ (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts), la Stratégie Nationale de Restauration des Paysages Forestiers (SNRPF), le Plan National d'Adaptation au changement climatique (PNA) et la Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité (SPANB) (MEDD, 2018 ; MEDD, 2021 ; MEDD, 2015).

Ces cadres reconnaissent le rôle de l'agroforesterie comme une solution fondée sur la nature permettant de restaurer les paysages dégradés, de renforcer la résilience climatique et de réduire la pression sur les forêts naturelles (FAO, 2023 ; MEDD, 2018). Dans le cadre de la REDD+, par exemple, l'agroforesterie est identifiée comme un levier permettant de limiter l'expansion agricole vers les forêts tout en améliorant la productivité des terres (MEDD, 2018).

Cependant, cette reconnaissance reste fragmentée et insuffisamment opérationnalisée. L'agroforesterie n'est pas encadrée par une politique spécifique, ce qui entraîne une dispersion des initiatives et une faible cohérence entre les interventions sectorielles (CIFOR-ICRAF, 2022 ; ONE, 2020). Cette situation est renforcée par l'absence de mécanismes de coordination efficaces entre les secteurs de l'agriculture, de l'environnement et du foncier, limitant ainsi la mise en œuvre d'approches intégrées (World Bank, 2021).

3. Analyse approfondie des problèmes

La fragmentation institutionnelle constitue un obstacle majeur au développement de l'agroforesterie à Madagascar (RAHARISON, T, 2024). Les politiques publiques sont mises en œuvre par des institutions sectorielles qui opèrent avec des logiques distinctes, ce qui limite la coordination et entraîne une duplication des efforts (CIFOR-ICRAF, 2022 ; World Bank, 2021). Cette situation réduit l'efficacité des interventions et empêche la mise en place de stratégies cohérentes à l'échelle nationale (ONE, 2020).

L'insécurité foncière représente également une contrainte déterminante. Dans de nombreuses zones rurales, les producteurs exploitent des terres sans titres fonciers formels, ce qui limite leur capacité à investir dans des systèmes à long terme comme l'agroforesterie (Place et al., 2012 ; Banque Mondiale, 2021). Cette situation est aggravée par l'absence de reconnaissance juridique claire du statut des arbres en milieu agricole, ce qui crée une incertitude sur les droits d'usage et d'exploitation (MEDD, 2018 ; CIRAD, 2022).

La faible intégration de l'agroforesterie dans les politiques agricoles constitue un autre frein important. Les stratégies agricoles nationales privilégient souvent des approches orientées vers l'augmentation rapide de la production, au détriment des approches durables et intégrées (MEDD, 2021 ; CIRAD, 2022). Cette orientation limite la promotion de l'agroforesterie comme solution viable à long terme (FAO, 2023).

Le déficit en capacités techniques et en formation constitue également une contrainte significative. Les dispositifs de formation agricole et les services de vulgarisation intègrent encore peu les approches agroforestières, ce qui limite la diffusion des connaissances et l'adoption des pratiques par les producteurs (ICRAF, 2020 ; CIRAD, 2022). Les initiatives existantes restent souvent localisées et dépendantes de projets, ce qui limite leur impact à grande échelle (ONE, 2020).

Enfin, l'accès limité aux financements adaptés constitue une contrainte majeure. Les systèmes agroforestiers nécessitent des investissements initiaux importants avec des retours différés, alors que les mécanismes financiers existants sont peu adaptés à ces caractéristiques (World Bank, 2021 ; FAO, 2023). Par ailleurs, le potentiel de valorisation des services écosystémiques, notamment à travers les marchés carbone, reste largement sous-exploité en raison de l'absence de systèmes de mesure et de certification adaptés (MEDD, 2021 ; Rakotovao et al., 2017).

4. Recommandations stratégiques

La mise en place d'un cadre stratégique intégré constitue une condition essentielle pour favoriser le développement de l'agroforesterie à Madagascar. L'élaboration d'**une stratégie nationale dédiée** permettrait de clarifier les objectifs et les mécanismes de mise en œuvre (CIFOR-ICRAF, 2022 ; FAO, 2023).

Le renforcement de la gouvernance intersectorielle à travers la mise en place d'**une structure nationale formelle de coordination intersectorielle au niveau ministère** sur l'agroforesterie, associant les ministères concernés notamment l'agriculture, de l'environnement, de la foresterie, du foncier, éducation, commerce, de l'aménagement du territoire ainsi que les autres acteurs regroupés dans l'alliance agroforesterie de Madagascar (AAM) est primordiale afin d'assurer la synergie et la cohérence des initiatives promues (World Bank, 2021 ; ONE, 2020).

La sécurisation foncière et la reconnaissance juridique des agroforêts sont essentielles pour encourager les investissements à long terme (Place et al., 2012 ; CIRAD, 2022). Cela se traduit spécifiquement par la réglementation de l'exploitation et la commercialisation des produits agroforestiers incluant les essences à l'intérieur des parcelles agroforestières (RIZVI et al, 2024).

La mise en place d'un **Fonds National pour l'Agroforesterie** apparaît comme une mesure structurante et prioritaire. Les consultations menées auprès des acteurs institutionnels, techniques et des partenaires au développement mettent en évidence un consensus quasi unanime sur la nécessité de disposer d'un mécanisme financier dédié, capable de soutenir de manière pérenne le développement de l'agroforesterie à Madagascar. Un tel fonds permettrait de répondre aux contraintes spécifiques de ces systèmes de production, notamment les besoins d'investissement initial et les délais de retour sur investissement plus longs que dans les systèmes agricoles conventionnels (Compte rendu atelier d'échange, 2026 ; World Bank, 2021 ; FAO, 2023). Ce fonds permettrait également de structurer les financements, de soutenir les initiatives locales et de mobiliser les financements climatiques (MEDD, 2021 ; CIFOR-ICRAF, 2022).

Le développement des capacités techniques et des chaînes de valeur agroforestières reste également essentiel (ICRAF, 2020 ; CIRAD, 2022). L'élaboration du référentiel technique national adapté tout en tenant compte des objectifs des Agriculteurs et des conditions pédoclimatiques de chaque écorégion ainsi que le développement du processus de diffusion et de pérennisation sont le cœur de ces actions.

5. Impacts attendus et portée stratégique

La mise en œuvre d'un cadre stratégique intégré en faveur de l'agroforesterie est susceptible de produire des effets structurants à plusieurs niveaux, en contribuant à transformer durablement les systèmes de production et de gestion des ressources naturelles à Madagascar.

Sur le plan agricole, le développement de l'agroforesterie permettrait d'améliorer la productivité des exploitations tout en réduisant leur dépendance aux intrants externes. L'intégration des arbres dans les systèmes agricoles favorise en effet l'amélioration de la fertilité des sols, la régulation hydrique et la protection contre l'érosion, contribuant ainsi à une intensification durable de la production dans un contexte de dégradation des terres et de variabilité climatique accrue (FAO, 2023 ; CIRAD, 2022).

Sur le plan environnemental, l'agroforesterie constitue un levier important pour réduire la pression sur les forêts naturelles. En améliorant la productivité des terres agricoles et en diversifiant les sources de revenus, elle contribue à limiter les dynamiques d'expansion agricole vers les zones forestières, tout en participant à la restauration des paysages dégradés et à la conservation de la biodiversité (MEDD, 2018 ; Zaehring et al., 2017). Les systèmes agroforestiers jouent également un rôle significatif dans la séquestration du carbone, contribuant ainsi aux engagements climatiques du pays (Rakotovao et al., 2017).

Sur le plan socio-économique, l'agroforesterie offre des opportunités de diversification des revenus pour les ménages ruraux, en combinant des productions agricoles et arborées qui permettent de réduire les risques liés aux aléas climatiques et aux fluctuations des marchés (Martin et al., 2021 ; World Bank, 2021). Toutefois, ces bénéfices restent inégalement répartis, ce qui souligne la nécessité de politiques inclusives (Raveloaritiana et al., 2023).

Enfin, sur le plan institutionnel et économique, le développement de l'agroforesterie ouvre des perspectives importantes en matière de mobilisation de financements climatiques et environnementaux. Le renforcement des capacités nationales en matière de suivi du carbone

permettrait de valoriser les services écosystémiques fournis par ces systèmes, notamment dans le cadre des mécanismes REDD+ (MEDD, 2021 ; FAO, 2023).

6. Conclusion

L'agroforesterie constitue une opportunité stratégique majeure pour Madagascar, en réponse aux défis de développement rural, de conservation des ressources naturelles et de changement climatique. Toutefois, son potentiel reste encore sous-exploité en raison de contraintes institutionnelles, foncières et économiques qui limitent sa mise en œuvre à grande échelle (CIFOR-ICRAF, 2022 ; World Bank, 2021).

La mise en place d'un cadre politique intégré, associé à des mécanismes de gouvernance efficaces et à des incitations adaptées, apparaît comme une condition essentielle pour permettre une transition vers des systèmes de production durables et résilients (FAO, 2023 ; CIRAD, 2022).

7. Références bibliographiques

Documents scientifiques et rapport d'étude consultés :

- World Bank. 2021. *Madagascar Agricultural Sector Review: Improving Agricultural Productivity and Market Access*. Washington, DC.
- CIFOR-ICRAF. 2022. *Transforming Food Systems with Trees: Global Agroforestry Assessment*. Bogor.
- CIRAD. 2022. *Agroforesterie et gestion durable des ressources*. Montpellier.
- FAO. 2023. *State of the World's Agroforestry*. Rome.
- ICRAF. 2020. *Agroforestry Systems in Sub-Saharan Africa*. Nairobi.
- ICRAF / CIFOR. 2022. *Agroforestry Systems and Practices*.
- INSTAT. 2021. *Enquête Nationale Agricole Madagascar*. Antananarivo.
- Martin, D., Wurz, A., et al. 2021. *Vanilla Agroforestry Systems in North-Eastern Madagascar*. Agroforestry Systems.
- NAIR, P.K.R., GARRITY, D. 2012. *Agroforestry – The Future of Global Land Use*. Springer.
- RAHARISON, T.S. 2024. *Conditions politiques et institutionnelles de la transition agroécologique à Madagascar*. Thèse, Montpellier.
- Rakotovao, N., et al. 2017. *Carbon Stock Assessment in Agroforestry Systems in Madagascar*.
- Raveloaritiana, E., et al. 2023. *Ecosystem Services in Malagasy Agroforestry Systems*. Sustainability.
- RIZVI, J., et al. 2024. Agroforestry policy in India. *Indian Journal of Agroforestry*.
- Zaehring, J.G., et al. 2017. *Land Use Dynamics in Madagascar*. Biological Conservation.

Liste des documents politiques consultés

- MEDD. 2015. *Stratégie nationale de restauration des paysages forestiers*.
- MEDD. 2018. *Stratégie Nationale REDD+ Madagascar*.
- MEDD. 2021. *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA)*.

- MEDD. 2021. *Rapport sur les stocks de carbone forestier à Madagascar*.
- ONE. 2020. *Rapport sur l'état de l'environnement à Madagascar*.

Sources issues d'échange sur l'Agroforesterie

Atelier d'échange en faveur de l'agroforesterie. 2026. *Compte rendu de l'atelier national sur le développement de l'agroforesterie à Madagascar*, tenu le 27 janvier 2026 à Radisson Blu Hotel Antananarivo.

6.2 ANNEXE 2 : Outils de collecte d'information utilisées durant l'étude

6.2.1 Liste des parties prenantes consultées durant la réalisation de l'étude

Tableau 11 : Liste des parties prenantes consultées

	Institution	Interocuteur	Zone concernée	Modalité
1	GSDM	M Tahina RAHARISON	Analamanga	Entretien bilatéral semi-directif
2	SECRU/MINAE	M Stephan	Nationale	Entretien bilatéral semi-directif
3	DRAE Atsinanana	Mme Salohy, SRA	Atsinanana	Entretien bilatéral semi-directif
4		Mme Alfonsine, SPICES/ODDIT	Atsinanana	Entretien bilatéral semi-directif ; Visite sur terrain
5	Association Tinone	Mr Josoa, Président de l'Association	Androy	Entretien bilatéral semi-directif
6	Cœur de Forêt	Mme Tsaramamy et Mme Tsiky	Itasy, Amoron'i Mania, Vatovavy, Atsinanana, Vakinankaratra	Entretien bilatéral semi-directif
7	CEFFEL	Mme Sylvia	Vakinankaratra, Sofia, Bongolava, Analamanga, Haute matsiatra, Alaotra mangoro, Menabe	Entretien bilatéral semi-directif ; Visite sur terrain
8	BNC-CC REDD+	RAVONINJATOVO Jean Michel	Nationale	Entretien bilatéral semi-directif
9	CPM	RASAMBATRA Elias Romélio	Nationale	Entretien bilatéral semi-directif
10	TEFIALA	RAZAFINDRAKOTO Tojonirina Serge Charlie	Atsimo andrefana	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
11	WCS	RANDRIATSARA Jean Flavien; RAKOTONDRABE Jinot Meria	SAVA, Analanjorofo, Ambatosoa, Sofia	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
12	MC-Ingredient	RAKOTONDRASOA Santatra	Ambatosoa	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
13	USAID-Mikajy	ANDRIANJAFY Mamisoa	Menabe	Entretien bilatéral semi-directif
14	TANIALA REGENERATIV E CAMP	Tahiana Rolland frédéric	Menabe	Entretien bilatéral semi-directif; Visite sur terrain
15	Coopérative FAHAZOTOANA	06 membres dirigés par Mr Théophile et Mme Mardelle	Atsinanana	Focus group ; Visite sur terrain

16	CRS- Coordonatrice de l'Alliance Agroforesterie de Madagascar	Mme Miary; Et Henrico Ratovoarison	Nationale	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
17	FCI- Mirohy/ESSA Forêt	Equipe FCI	Ambatosoa	Réunion périodique d'orientation
18	Membres de l'AAM	Membres actifs	Nationale	Réunion trimestrielle de l'AAM Réunion thématique sous-forme d'atelier
19	Coopérative TELOMIRAY	Rajoa, Président de la coopérative; Jean Aimé HASIMBOLA, conseiller	Vakinankaratra	Focus group ; Visite sur terrain
20	DREDD Vakinankaratra	Mme Sahondra, DREDD par intérim et chef de servie contrôle forestier	Vakinankaratra	Entretien bilatéral semi-directif
21	TOSIKA-Tontolo Sy Kajy	Zafyson Randrianasolo, Directeur exécutif	DIANA, Vakinankaratra	Entretien bilatéral semi-directif ; Visite sur terrain
22	Réseau Soa	RAKOTONIRINA Tovoniaina Jocel	Analamanga. DIANA	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
23	ADRA Madagascar	Fara RAVELOSON	Atsimo andrefana	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
24	Centre Valbio	RASOLONJATOVO Niaina Nicolas	Vatovavy Fitovinany	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
25	FM3A	RATSIMANDRESY Fidèle	Analamanga, Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Bongolava, Haute matsiatra, Itasy, Vakinankaratra	Entretien bilatéral semi-directif ; Google form
26	DRGPF	Mme Vony	Nationale	Entretien bilatéral

6.2.2 Guide d'entretien semi-directif – Analyse de la politique agroforestière à Madagascar

Projet : The Full Circle Initiative | Réalisé par : SR Consulting

1. Informations générales de l'enquêteur

- Nom / Prénom :
- Sexe :
- Fonction :
- Institution / Organisation :
- Région / Commune :
- Téléphone / Email (facultatif) :

2. Connaissance des politiques agroforestières

- Quelles politiques, lois ou programmes nationaux relatifs à l'agroforesterie connaissez-vous ?
- À votre connaissance, quels sont les objectifs principaux de ces politiques ?
- Pensez-vous que ces politiques sont connues et comprises par les acteurs locaux ? Pourquoi / pourquoi pas ?

3. Mise en œuvre des politiques au niveau local

- Avez-vous été impliqué dans la mise en œuvre d'une politique agroforestière ?
- Quelles actions ou projets avez-vous menés ou observés sur le terrain ?
- Quels sont, selon vous, les principaux résultats obtenus ?
- Quels obstacles avez-vous rencontrés dans l'application de ces politiques ?

4. Coordination et partenariats

- Quels sont les autres acteurs impliqués dans les activités agroforestières ici ?
- Comment se fait la coordination entre vous ? Existe-t-il des mécanismes formels ?
- Est-ce que l'échange d'informations entre acteurs est suffisant ? Pourquoi ?
- Avec quels acteurs travaillez-vous le plus souvent ? Le moins ? Pourquoi ?

5. Cadre foncier et législatif

- Y a-t-il des problèmes fonciers liés à l'adoption de l'agroforesterie dans votre zone ?
- Avez-vous accès à des titres fonciers, ou d'autres formes de sécurisation ?
- La législation est-elle bien appliquée ici ? Si non, pourquoi ?

6. Inclusion sociale et impacts

- Est-ce que les jeunes et les femmes participent activement aux activités agroforestières ?
- Quelles sont les barrières à leur participation ?
- Quels sont les impacts sociaux et économiques observés ?
- Quels bénéfices pour les communautés locales ?

7. Suggestions et recommandations

- Quelles sont vos recommandations pour améliorer les politiques ou leur mise en œuvre ?
- Que faudrait-il changer pour que l'agroforesterie soit mieux adoptée ?
- Avez-vous d'autres commentaires à partager ?

6.2.3 Guide de focus group participatif

A. Introduction au focus group

- Présentation de l'équipe SR Consulting
- Contextualisation de l'étude et ses objectifs
- Brève tour de table

B. Mise en œuvre des politiques

- Connaissance des politiques ou programmes nationaux en agroforesterie
- Rôle dans la mise en œuvre (quelles activités, quelles ressources mobilisées ?)
- Freins rencontrés
- Bonnes pratiques ou approches locales innovantes

C. Coordination inter-acteurs

- Partenaires clés sur le terrain
- Existence de mécanismes de coordination ou de concertation
- Fréquence et efficacité des échanges d'information
- Suggestions pour améliorer la coopération

D. Cadre juridique et foncier

- Problèmes fonciers dans l'adoption de l'agroforesterie ?
- Conformité aux textes en vigueur ?
- Besoin d'accompagnement juridique ?

E. Intégration des dimensions transversales

- Inclusion des jeunes, des femmes, des groupes vulnérables
- Impacts socio-économiques perçus de l'agroforesterie
- Prise en compte des enjeux environnementaux locaux

F. Recommandations des acteurs locaux

- Pour l'amélioration des politiques et des pratiques
- Pour renforcer l'efficacité locale

6.2.4 Questionnaire en ligne sur Googleform

Le questionnaire en ligne était destiné aux membres de l'Alliance agroforesterie de Madagascar et était envoyé à travers le mailinglist disponible auprès de la coordinatrice de la plateforme. Les destinataires du questionnaire comptaient vers les trentaines de mail mais seul une dizaine ont répondu.

Section 1 : Informations générales sur l'institution

Nom de l'organisation :

[Réponse courte]

Statut (à cocher)

Institution publique

Centre de recherche

Association / Fédération/Union/OSC

Coopérative

ONG (nationale ou internationale)

COBA/ VOI

Partenaire Technique et Financier

Bailleur de fonds

Entreprise/Société

Autre (à préciser) :

Nom et prénom du répondant :

[Réponse courte]

Fonction au sein de l'organisation :

[Réponse courte - facultative]

Région(s) d'intervention : *[Réponse courte ou menu déroulant avec les régions de Madagascar]*

- Analamanga
- Alaotra Mangoro
- Anosy
- Androy
- Antsinanana
- Atsimo Atsinanana
- Amoron'i Mania
- Atsimo Andrefana
- Analanjirofo
- Ambatosoa
- Vatovavy
- Fitovinany
- Betsiboka
- Boeny
- Bongolava
- Diana
- Melaky
- Haute Matsiatra
- Ihorombe

- Itasy
- Vakinankaratra
- Menabe
- SAVA
- Sofia
- **Zone(s) d'intervention spécifique :** *[réponse courte - facultative]*

Section 2 : Etat des lieux des pratiques agroforestières mises en œuvre

Quelles pratiques agroforestières mettez-vous en œuvre ou accompagnez-vous sur le terrain ? *(Plusieurs réponses possibles)*
[Cases à cocher]

- Agroforesterie paysanne (y compris l'agroécologie (SCV, haie antiérosive, Association de culture, ...)
- Aménagement de bassin versant (suivant l'approche d'agriculture de conservation)
- Agroforesterie dynamique
- Système agroforestier de rente (vanille, girofle, cacao)
- Système sylvo-agriculture ou agrosylvopastoral (culture vivrière/élevage temporaire dans la zone de reforestation, reboisement participatif)

Autre (merci de préciser) : _____

Depuis combien de temps ces pratiques sont-elles mises en œuvre ?
[Choix multiples]

- Moins d'un an
- 1 à 3 ans
- à 5 ans
- Plus de 5 ans

Quels sont vos rôles ou/et actions clés dans la mise en œuvre des pratiques agroforestière ?

- Mise en œuvre directe sur terrain
- Développement/Orientation stratégique dans la promotion de la pratique
- Appuis techniques : Formation/Sensibilisation, renforcement de capacité, etc
- Suivi-évaluation/contrôle
- Fourniture des intrants (semences, jeunes plants, matériels)
- Appuis financiers
- Conseil et plaidoyer dans la diffusion de la technique
- Appui dans la commercialisation des produits (chaîne de valeur)
- Autres à préciser/ajouter :

Quelles sont les bonnes pratiques que vous nous recommanderez dans la diffusion de vos pratiques agroforestières (en termes de pratique, approche, ...) ? (Réponse ouverte)

Merci de joindre les documents qui sont partageable pour la consultation comme les fiches techniques, succès story des pratiques, etc.

(Possibilité de télécharger un document)

Section 3 : Inputs pour la cartographie d'acteurs

Merci de nous énumérer vos partenaires clés selon leur rôle dans la mise en œuvre et diffusion des pratiques agroforestières ?

- Orientation stratégique (Institution, politique, ...) :
- Mise en œuvre directe sur terrain :
- Offre de formation/ renforcement de capacité :
- Appui financier :
- Suivi-évaluation/ contrôle :
- Fourniture de service (fournisseur d'intrant, matériel, conseil, ...) :
- Collecte et transformation des produits issue de l'agroforesterie :
- Vente des produits issue de l'agroforesterie :
- Autres à préciser :

Existe-t-il des failles ou lacunes dans la collaboration votre/vos partenaires limitant la mise en œuvre de la politique agroforestière ?

(Réponse ouverte)

Section 4 : Proposition de recommandation réaliste pour l'amélioration de la politique agroforestière

Selon vos expériences relatives à la promotion de l'agroforesterie, quelles sont vos propositions de recommandation pour faciliter la promotion de la pratique agroforestière et/ou renforcer la collaboration interacteurs dans l'élaboration et mise en œuvre de la politique agroforestière ? s'il y a d'autres recommandations que vous aimeriez proposer, veuillez insérer ici ?

(Réponse ouverte)

Section 5 : Contribution à la suite de la consultation

Seriez-vous disponible pour un court échange (en ligne ou en personne) de moins de 30 minutes pour approfondir certains points ?
[Choix unique]

- Oui, en ligne
- Oui, en personne
- Non disponible

Merci d'indiquer vos disponibilités approximatives (jours/horaires) pour ce mois d'octobre jusqu'en mi-Novembre :
[Réponse courte]

Souhaitez-vous recevoir une copie de l'analyse finale des politiques agroforestières ?
[Choix unique]

- Oui
- Non

Adresse email pour le suivi (si différent de celui fourni ci-dessus) :
[Réponse courte]

Message de clôture (page finale)

Merci pour votre temps et votre contribution !
Votre retour est précieux pour une analyse fondée sur les réalités du terrain. Nous vous recontacterons si besoin pour un échange complémentaire.

6.2.5 Documentation de la réunion thématique avec les membres de l'Alliance Agroforesterie de Madagascar

Compte rendu de la séance de travail technique pour la revue de la politique nationale relative à l'Agroforesterie

Date et lieu de réalisation : le 25 novembre 2025 à la salle de réunion du CRS Ampasanimalo, de 9H à 11h30

I. Participants :

En présentielle : 09 personnes

- CRS : 02 personnes
- ESSA LRA FCI : 02 personnes
- GSDM : 02 personnes
- SR Consulting : 02 personnes
- USFS

II. Objectifs de la réunion

- Présenter et discuter les résultats préliminaires de l'étude suivant les différentes thématiques ;
- Echanger sur les différentes bonnes et mauvaises pratiques pendant la promotion de la pratique ;
- Identifier et collecter les besoins des différentes parties prenantes sous formes de recommandation dans l'amélioration de politique agroforestière ; et
- Mener une concertation stratégique pour le projet de création d'une politique agroforestière

III. Points saillants pendant la discussion

- **Question/réponse : (Q)** pourquoi on décrit la pratique agroforesterie au lieu de la politique dans l'étude ? En tenant compte qu'il n'existe pas encore de cadrage spécifique sur l'Agroforesterie à Madagascar. **(R)** L'approche méthodologique adoptée pour l'étude consiste à analyser les différentes pratiques existantes sur la thématique d'agroforesterie avant d'évaluer leur cohérence avec les différents cadrages existants. Cela permet d'évaluer la cohérence de sa mise en œuvre sur terrain avec les différents cadrages existants comme la POLFOR, PNLCCC, SNRPF, PNA, LPAEP, POLFONC, ...
- **Suggestion** : il est proposé d'intégrer les **pratiques potentielles** dans le corps de l'analyse en plus des pratiques existantes comme l'agroforesterie dynamique, agroforesterie paysanne, agrosylviculture et agroforesterie de rente. Dans ce sens, il faut valoriser les expériences dans d'autres pays (Afrique et autres pratiquant l'agroforesterie).
- **Document de cadrage à prendre en compte dans la mise en œuvre de l'étude** :
 - Document relatif à la mise en œuvre de la RPF à Madagascar (Guide standard RPF ; stratégie RPF) ;
 - SPANB mis à jour ;
 - Document de gestion de feu (comme le Plan de contingence de feu) ;
 - Loi sur l'agroforesterie biologique ;
 - Document relatif à la plante autochtone (à demander avec le membre Alliance) ;
 - Loi sur le reboisement et réglementation sur la coupe du bois ;
 - Thèse de Mr Tahina RAHARISON GSDM : condition politique pour la transition agroécologique ; Document sur l'aménagement de territoire décrivant la vocation de terrain (SAC, SRAT, DFN, ...)
- **Parties prenantes à consulter** :
 - GSDM
 - SIF
 - USAID Mikajy : cartographie foncière Menabe
 - MICC
 - MA2T
- **Proposition de piste de recommandations à mettre dans l'étude** :
 - Mise en place d'une académie d'agroforesterie (voir tany Soa restauration) : il est à noter que CRS dispose déjà un curriculum Maître formateur qui est opérationnel au niveau du centre de formation pour les techniciens à Angavokely.

- Développer une orientation politique standard, mais c'est la stratégie de mise en œuvre qui doit être spécifique par écorégion.
- Mise en vente des produits issus de l'agroforesterie à travers la certification des produits (certification locale à travers le Système Participatif de Garantie (SPG) initié par GSDM, label agroforesterie)
- **Contrainte majeure à la promotion de l'Agroforesterie** : c'est l'accès à la terre qui est un grand défi face à la réussite de la pratique ; c'est-à-dire pour la sécurisation de l'investissement. Comme le cas de Tavy, comment faire face à cette technique d'accès à la terre non durable ? il faut valoriser les différents travaux de recherche relatifs à cette pratique. A noter que l'adoption de solution durable pour y limiter, voir l'éliminer, exige l'implication multi secteur, pas seulement la forêt mais le foncier et l'aménagement en faisant partie, ce qui exige une approche de coordination intersectorielle.
- **Mécanisme de financement** : la pratique d'Agroforesterie génère de crédit carbone qui reste encore mal exploité, mais comment faciliter l'accès de ce bénéfice carbone aux petits producteurs ? il est important de citer que la certification carbone reste inaccessible pour les petits producteurs à cause de son coût élevé. Il est recommandé de creuser cette piste en termes de recommandation.
- **Question /réponse : (Q)** Comment changer ou orienter les politiques actuels pour qu'elle soit bénéfique pour la politique d'agroforesterie ? **(R)** L'approche du consultant consiste à l'adaptation de la proposition de politique à la réalité institutionnelle et politique existante et d'y apporter de recommandations d'orientation politique face aux contraintes et lacunes dans le cadrage politique et stratégique actuel.
- **Piste à creuser** : Bois énergie généré par la parcelle d'agroforesterie, quelle stratégie à prendre pour qu'il soit bénéfique pour la ressource naturelle ?
- **Accord pour la CARTOGRAPHIE DES ACTEURS** : La matrice de collecte sera reformulée et renvoyer à Miary pour être rediffusée aux participants. Chaque participant peut le remplir selon leur réalité spécifique et d'y apporter de recommandation de rôle pour les autres parties prenantes.
- **Proposition d'acteur à consulter** : Association TINONE Androy

IV. Prochaines étapes

- Partage de la matrice définissant les rôles et implications des acteurs par email via l'Alliance agroforesterie : semaine de 01 décembre
- Poursuite de consultation des parties prenantes : jusqu'en mi-décembre
- Réalisation de séance de présentation du résultat finale de l'étude : date prévue 27 janvier 2025